



mensuel;

le numero : 2 F

N° 123

MAI - JUIN 1973

Sommaire

ANGLETERRE	1
ITALIE	17
HONGRIE	17
BELGIQUE -- I.M.P.	18
-- GREVE DES DOCKERS	19
FRANCE -- GREVE (EVERITUBE)	20
-- TRACT (comité d'action DELPIRE - ADVICO)	22
PUBLICATIONS reçues	23
HOMOSEXUALITE (COMPTE - RENDU de la revue RECHERCHES)	23

LES FEMMES, LES SYNDICATS ET LE TRAVAIL OU... CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE

Cet article a été publié par le groupe de travail du Mouvement de Libération des Femmes de Notting Hill. Rédigé par l'un des membres de ce groupe, il fut présenté au congrès national des femmes qui se tint à Manchester, les 25 et 26 mars 1972. Bien que nombre d'entre nous soient en désaccord sur des points plus ou moins importants de ce texte, nous pensons que la discussion qu'il a suscitée au congrès était d'une telle importance pour l'avenir du mouvement, qu'il méritait une large diffusion afin que la discussion puisse se poursuivre.

Les revendications présentées à la fin du texte ont paru d'un grand intérêt aux congressistes qui les ont discutées, complétées et modifiées. Mais il y a peut-être eu malentendu quant à leur objet. Il ne s'agit pas d'un exposé de notre but ultime. Il ne s'agit pas de tracer le plan d'une société idéale, et d'ailleurs une société dont ils seraient les fondements, ne cesserait pas pour autant d'être oppressive. En dernière instance, la seule revendication qui ne puisse être récupérée, c'est celle

mise en avant par la population en armes exigeant la fin du capitalisme. Mais nous avons le sentiment qu'en ce moment précis ces objectifs peuvent constituer une force pour lutter contre ce que veut le Capital et obtenir ce que nous voulons tous.

Ils visent à mobiliser les femmes tant à l'"intérieur" qu'à l'"extérieur" du Mouvement de Libération des Femmes. Ils pourraient ouvrir des perspectives susceptibles d'affecter les décisions concernant les luttes au plan local comme au plan national. Après avoir été discutés et modifiés, ils pourraient constituer une plate-forme cohérente d'objectifs à long terme, que le Mouvement des femmes pourrait soutenir.

Par un vote qui eut lieu le dernier jour du congrès de Manchester, il a été décidé que ces revendications seraient reprises dès le premier jour du prochain congrès. De nombreux groupes ont l'intention d'en discuter localement avant cette date.

8 avril 1972.

(Présentation du groupe de Notting Hill)

Ce texte peut être considéré comme une lettre ouverte adressée aux femmes assistant au congrès de Manchester. Il est impossible de rester dans son coin, dans le cocon d'un groupe, tout en regardant le potentiel du mouvement s'échapper. Ce texte a été écrit à la hâte, bien qu'il soit pourtant le fruit d'une réflexion de plusieurs années. Il ne prétend pas mettre un point final à la question, pas plus qu'il ne représente le dernier mot de son auteur.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Il existe plus d'une manière pour que le mouvement des femmes soit récupéré et se voie couper toute possibilité de devenir un mouvement politique autonome et révolutionnaire. L'une d'elle serait que nous-mêmes aidions le capitalisme à introduire et intégrer les femmes dans de nouvelles formes de relations d'exploitation. Le FINANCIAL TIMES du 9 mars 1971 s'est chargé d'ouvrir les yeux à ces capitalistes arriérés qui n'avaient pas encore compris combien nous pouvions leur être utiles. "... Des milliers de jeunes filles, sortant chaque année des universités, cherchent désespérément à échapper au triple piège: enseignante-infirmière-dactylo....

De toute évidence, beaucoup d'entre elles sont capables et constituent une réserve où puiser de bons cadres moyens. Elles travailleraient dur et consciencieusement comme seuls peuvent le faire des marginaux reconnaissants. On peut même penser que, malgré la loi imposant l'égalité des salaires, elles ne coûtent peut-être pas aussi cher que leurs homologues masculins, tout au moins au début. Nous emploierons ces femmes en nombre croissant quand nous nous serons rendus compte qu'elles existent et que nous nous sentirons capables de reconnaître leurs qualités. En attendant, bien des talents qui ont coûté cher à former dans nos universités, continueront à être gaspillés et l'industrie britannique n'aura pas réussi à voir ce qui lui crevait les yeux: une source nouvelle d'énergie et de vitalité."

Cette utilisation de la révolte qui récupère la minorité la plus conséquente et l'utilise pour développer le Capital, grâce à "une source nouvelle d'énergie et de vitalité", n'est pas un phénomène nouveau ni réservée aux femmes. C'est le principe fondamental du développement capitaliste. Par exemple les anciennes colonies "formées" à l'autogouvernement par les britanniques, sont maintenant gouvernées par des "marginaux reconnaissants". Il nous faut examiner attentivement comment on prévient de nous "utiliser", si nous voulons éviter de nous organiser dans le seul but d'aider le Capital à combattre son arriération et à réussir à nous rendre plus esclaves encore, au lieu de nous organiser pour le détruire, ce qui est la seule manière de nous libérer.

Une autre méthode, liée en fait à la première, est déjà partiellement à l'oeuvre: elle a trouvé pour agent les organisations de gauche. Ces dernières ont réussi à convaincre nombre d'entre nous que, si nous voulons atteindre les femmes de la classe ouvrière, nous ne pouvons éviter, soit de passer par elles, soit, ce qui est plus insidieux, d'adopter leur définition de la classe, leur ligne et leur forme d'action. C'est comme si elles étaient là à nous barrer la porte ouverte. Elles contestent la légitimité et l'existence d'un mouvement de femmes autonome, soit directement, soit indirectement (en traitant les femmes, fraction de la classe soumise à une exploitation particulière, de marginales). Pour ces organisations, la classe ouvrière, la "vraie", se compose de mâles blancs et de plus de trente ans. On voit ici que racisme, hégémonie du mâle et supériorité conférée par l'âge ont une origine commune. Les organisations veulent, en fait, faire de nous des auxiliaires de la "lutte générale" - comme si elles représentaient la généralisation de la lutte, comme s'il pouvait y avoir une lutte généralisée sans femmes, sans hommes s'associant à des femmes sur des revendications de femmes.

Une question essentielle qui nous a vu gouver leur ligne et être récupérées pour servir à mettre en échec notre propre mouvement, est celle de la syndicalisation des femmes.

On nous répète qu'il faut amener les femmes à ce qu'on appelle la "conscience syndicale". L'expression est de Lenine; on la trouve dans QUE FAIRE?, texte remarquable à beaucoup d'égards, mais écrit aux premiers jours du mouvement révolutionnaire russe (1902). Plus tard, ayant beaucoup appris des ouvriers et des paysans russes en 1905 et 1917, Lenine renia en grande partie ce qu'il avait écrit avant ces deux révolutions. La gauche ne parle pas des conclusions ultérieures de Lenine et, à mon avis, l'essentiel de ce qui passe aujourd'hui pour théorie (et pratique) de la gauche est pré-1902. En 1972, c'est une accusation qui devient grave. Et je pense que l'on peut l'étayer. Ils peuvent bien lire Lenine et le citer, mais contrairement à Lenine, ils sont incapables de tirer la leçon des actions menées par les travailleurs.

La plus claire des actions récentes a été, sans nul doute, la grève des mineurs. Je crois que beaucoup de femmes du mouvement ont été secouées par ce grand événement au sein de la classe ouvrière. Une action de classe secoue toutes les couches de la population en quelques jours ou semaines, alors que rien d'autre n'avait été capable de les ébranler pendant des années. Notre conscience à toutes a fait un bond grâce à l'action de la classe. Et à partir de là le champ du possible s'est élargi. Voilà la raison directe de notre agitation. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de rester sur la touche en laissant aller le monde. Après trois ans d'existence de notre mouvement, à la suite des événements d'Irlande, de Zimbabwe et, maintenant, de la grève des mineurs, nous voulons faire quelque chose, mais pas n'importe

te quoi. Nous voulons bâtir un mouvement qui soit à la fois politique et neuf, un mouvement qui s'adresse de façon spécifique aux besoins des femmes.

Mais quelle a été la base de cette formidable démonstration de puissance de la classe? Après tout ce n'est pas la première grande grève qui ait eu lieu en Angleterre ces derniers temps. Les postiers, les e-boueurs, les ouvriers de l'électricité ont démontré, dans l'action, leur volonté de lutte. Ce qui fait l'originalité de l'action des mineurs, c'est qu'elle ne dépendait pas de leur syndicat mais de l'organisation et des formes de lutte qu'ils s'étaient eux-mêmes données. Plus d'une fois, au cours de cette grève, les syndicats ont essayé d'imposer des limites à la lutte; par exemple, ils demandèrent aux ouvriers fournir des hommes pour les équipes de sécurité, ils essayèrent de les dissuader de défendre par la force les piquets de grève, ils tentèrent d'empêcher les femmes de s'organiser indépendamment, etc. Mais la communauté des mineurs suivit son chemin, autonome. Résultat: elle gagna, entre autres, parce que, ce faisant, elle avait gagné d'autres ouvriers à sa cause.

Ce n'est pas la première fois que la classe ouvrière tente une action autonome; mais c'est la première fois qu'elle obtient ainsi un franc succès. Presque toutes les grèves récentes dans ce pays se sont terminées par une défaite ou, au mieux, par un match nul, parce que les ouvriers ont permis, ou n'ont pas pu empêcher les syndicats de les guider. La grève de Pilkington (1) en est l'exemple le plus frappant. Il ne faut pas oublier non plus que 90% des grèves sont des grèves sauvages, déclenchées malgré les syndicats ou contre eux.

Et c'est à ce moment où les ouvriers commencent à s'arracher au contrôle que les syndicats exercent sur leurs luttes qu'on nous invite à faire entrer les femmes dans les syndicats pour qu'elles y acquièrent la "conscience syndicale".

Et quel a été le rôle des syndicats précisément en ce qui concerne les femmes?

1) Ils ont contribué au maintien des inégalités de salaire et cela en dépit de tentatives courageuses menées par des syndicalistes femmes (et quelques hommes) pour mettre cette revendication en premier. Dans les faits, chaque fois que les syndicats demandent une augmentation de salaire en pourcentage et non la même augmentation pour tous, non seulement ils consacrent l'inégalité des salaires, mais encore ils approfondissent le fossé qui existe entre hommes et femmes - et, bien entendu, entre les hommes eux-mêmes. Une augmentation de 10% transforme un salaire de 10 livres en un salaire de 11 livres et un salaire de 20 en un salaire de 22. Donnez un peu plus à ceux qui ont déjà un peu plus! (2)

Les syndicats n'ont jamais organisé de lutte pour l'égalité des salaires. Dans le cas des deux grandes grèves pour l'égalité des salaires dont nous avons entendu parler - et il y en a énormément dont nous ne savons rien - les femmes ont agi indépendamment des syndicats. Lors de la grève des ouvrières des ateliers de couture de Leeds, le syndicat écrivit aux

dirigeants de la compagnie de ne pas céder aux femmes. Les femmes eurent en fait deux patrons à combattre et brisèrent les vitres du siège du syndicat.

A Dagenham quand les ouvrières de la sellerie débrayèrent, les syndicats ne firent aucun effort (ils auraient pu faire débrayer les hommes pour soutenir le mouvement) pour généraliser une grève qui avait éclaté parce que le syndicat avait tourné le dos aux femmes. Les shop-stewards (3), au cours de la rencontre décisive avec le ministre de l'emploi et de la productivité, renoncèrent à exiger la révision des qualifications - ce qui était la revendication des femmes - et acceptèrent une augmentation des salaires féminins qui laissait ceux-ci à 8% au-dessous de ceux des hommes.

2) Les différences catégorielles sont la base de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes qui, pourtant, travaillent ensemble. Les syndicats trouvent tout à fait normale et comme allant de soi l'existence de catégories professionnelles qui ont maintenu les salaires de femmes à un niveau inférieur et ils ne vont pas changer d'opinion parce qu'il y a une loi sur l'égalisation des salaires. Au contraire, ils vont jusqu'à craindre que l'égalité des salaires entre hommes et femmes ne vienne "remettre en cause" les différences de salaires correspondant aux différentes qualifications des travailleurs masculins. Le GUARDIAN du 6 septembre 1971 rapporte les paroles de Jack Peel, le secrétaire général du syndicat national des teinturiers, Blanchisseurs et Ouvriers du Textile, au cours d'une discussion avec un patron, un certain Eric Booth. Eric ayant déclaré: "Si nous ne faisons pas attention, cette transformation pourrait nous coûter très cher", Jack, qui voit nettement plus loin, ajoute: "Nous pourrions facilement mettre les hommes sens dessus dessous, bouleverser toute la hiérarchie des salaires. Pour l'éviter, il faut y aller doucement." La question de l'égalité des salaires ne concerne pas seulement cette double exploitation dont sont victimes les femmes et les jeunes. Elle est liée profondément à la manière dont le Capital a divisé la classe ouvrière en catégories auxquelles correspondent des taux de salaire différents, de sorte que chaque groupe d'ouvriers en vient à considérer ses intérêts comme différents de ceux des autres groupes, et on peut donner comme exemple celui des hommes face aux femmes.

3) Les syndicats ne se sont pas donnés beaucoup de mal pour faire entrer les femmes dans leurs organisations. L'Union des Nettoyeuses de Nuit s'est trouvée dans la situation humiliante d'avoir à mettre publiquement au pied du mur la Transport and General Union (syndicat général et du transport) pour être "reconnue". C'est que nous ne sommes pas toutes simples, comme les hommes, voyez vous! Nous avons tous ces problèmes de gosses, de maris et d'exploitation outrancière. Ils ne veulent pas vraiment de nous dans les syndicats, même s'il ne faut pas cracher sur des cotisations et si nous ne leur faisons pas concurrence dans la lutte pour les postes de permanents.

Attention pourtant: s'il y avait une flo-
raison de grèves ou de "sit-in" revendi-
quant l'égalité des salaires, les syndicats
feraient vite machine arrière pour faire
adhérer les femmes. Car de quoi d'autre dis-
pose le Capital pour tenir les ouvriers
quand ceux-ci se mettent en branle? Par
quel autre moyen pourraient-ils nous
faire participer à notre propre exploita-
tion? A qui d'autre ferions-nous confi-
ance si ce n'est à une organisation,
à un mouvement que nous avons formes pour
nous unir aux autres ouvriers? Et si nous

cessions de dépendre des syndicats, de
qui dépendrions-nous alors? De nous-mê-
mes? Des autres ouvriers? Voilà ce qui
serait dangereux - pour les syndicats
comme pour le gouvernement. Et il n'y
aurait pas à être surpris si, alors, les
syndicats échauffaient des plans de
campagne pour recruter des membres fem-
mes, dans les régions mêmes où les femmes
auraient eu une véritable action mili-
tante, et pour venir à l'aide de notre
mouvement. Qui, mieux que des femmes, peut
recruter pour eux parmi les femmes?

la fête des mères : une fête émouvante qui
trouve la place la plus choyée au ca-
lendrier du cœur. Dimanche, dans un
grand élan d'affection, les enfants
offriront un cadeau à leurs ma-
mans. Quels cadeaux? Vous
trouverez dans ces pages beau-
coup d'idées suggérées par
les publicités de nos an-
nonceurs. Tous ces com-
merçants vous proposent
une gamme importante de
jolis cadeaux. Faites-leur
confiance : avec leurs con-
seils, vous ferez plaisir à la
reine du foyer : maman.

MARIAGES COMMUNIONS et CEREMONIES

Comme des millions
de femmes découvrent
le confort, la sécurité,
la discrétion
avec

Obsession

ASCENSION

Ets G. LEROY LISIEUX
recherchent :

1) **STÉNO-DACTYLO**

2) pour son service informatique :

EMPLOYÉ (E) DE CONTROLE

Il faut : Niveau BEPC - CAP employé (e) de bureau, connaître
la perfo-vérification, avoir bonnes connaissances comptable,
être appliqué (e), attentif, méthodique, vif d'esprit et sociable

26 a., infirmière, charmte, gaie, sent.,
ép. M. qual. cœur. CESAM, 4, rue
Bochart-de-Saron, Paris 9e - 878.33.28

Paris. J.F. 22 a., yeux noirs, 1,53 m.
b. fam. ép. M. sit., sérx. Mme Lagois,
22, Bd Sébastopol, Paris - 278-72-22

Banl. Paris, 52 a., 1,60, agr., f. int.,
t. bne prés., sent., aff., l. fle 16 a.,
comm., b. sit., r.v. mar. M. gd. aff.,
sent., sit. rapp. Ph. r. tél. souh. 19069

25 a., célib., brun, très agréab., se
de docteur, épouser. Mons. 28-35 ans,
sérieux, cultivé, bon milieu social.
25, rue Tronchet
Paris 8e. 265-82-96



programme Pour obtenir une belle poitrine

L'orthétique des seins peut se
transformer à tout âge (plus rapi-
dement lorsqu'on est jeune).
Ne tardez pas à faire les soins
appropriés à votre cas.

Paris, 72 a., libre-penseuse, sensib.,
retr. moy., logt. aim. les animx, ép.
M. en rapp., intelligt, humain. 18884

21 a., institutrice, car. agr., simple
ép. G. sincère. MON FOYER (P)
79 bis, rue Bourghéle - 72 LE MANS



Occultiste - Conseil
Psychisme - Sentiments
SPÉCIALISTE PROBLÈMES DU CŒUR
TOUTE ACTION A DISTANCE

Affect. rel. Te succès

AGIT SUR STATUETTES

Protection c/ Rupture - Eloigné
Attrance physique Renforcement
Prevoc. sentim. Influence sexuelle

CHANCE - AMOUR - ARGENT
Problèmes particuliers, intimes, secrets
Examen de votre cas : 10 F. + 5 t.
B.P. 136.09 - Paris 6e



HOMME-FEMME-ENFANT

IL GUÉRISAIT

Les SECRETS
de JÉSUS
transformeront
votre vie.

Ecrivez-moi vite



Faites confiance à un professionnel.

la maison idéale...



même si vous
n'êtes plus
un enfant...
c'est la fête
des mères.

CADEAUX : ORFÈVRE, CRISTALLERIE,
PORCELAINES, ÉTAINS, LAMPES... OBJETS DÉCORATION.

**FAITES-VOUS PLAISIR
AU PRIX DE GROS**

4) Quant à celles d'entre nous qui ne reçoivent aucun salaire, les ménagères qui n'ont pas de travail en dehors du foyer, les syndicats ne savent même pas qu'elles existent. Lorsque le Capital paie le mari, il a en fait deux travailleurs et non pas un. Les syndicats sont des organisations qui sont censées défendre (certains) ouvriers dans (certaines) institutions de travail. Les ouvriers ont mis sur pied des syndicats (soit dit en passant, ce sont les ouvriers qui "organisent" les syndicats et non les syndicats

qui organisent les ouvriers) et ils en ont fait une organisation destinée à répondre aux problèmes posés par leur situation de travailleurs rémunérés. Le travail de la ménagère a pour cadre la maison et toute femme qui a un travail rémunéré (sauf les riches) effectue aussi un travail non rémunéré, car elle est aussi ménagère. Pourtant, quand maris, pères et frères décident de faire des grèves que nous devons soutenir, nous n'avons pas part aux décisions concernant le mode d'action et les revendications

fête des mères cadeaux



**Une communion,
Un mariage,
et la fête des Mères**

N'attendons pas le dernier jour

R.T.C. La Radiotechnique Complec

Centre Industriel d'Evreux

RECHERCHE POUPEES GONFLABLES

**Jeunes femmes,
jeunes filles**

souhaitant effectuer un travail fin et minutieux.
Il sera exigé des candidates une grande habilité manuelle et une vue parfaite.

Rémunération intéressante. Larges avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Transport au départ de BEAUMONT - SERQUIGNY - CONCHES - LE NEUBOURG - BERNAY.

REPASSEUSES et PRESSEUSES qualifiées

Pour la plus belle fête de l'année
lutte contre la solitude

avec



|Obsession, la grande marque mondiale de soutiens-gorge et lingerie.|

UNE VRAIE JEUNE FEMME
qui a l'air vivante, mûre et sans complexe; sachant nager, elle ne demande qu'à devenir votre compagne de tous les jours

**SEDUISANTE
POUPEE
GONFLABLE
GRANDEUR NATURE**

SEULEMENT 54.50

Modèle luxe avec soutiens-gorge
sans aucune concurrence sur le marché

corps à corps

**pour
la
fête
des
mères**

Un
cadeau
personnalisé

POUPEE INFLATABLE
59 F
GONFLABLE

GRANDEUR NATURE

Envoi comme petit paquet

Paieement au facteur
ou paiement d'avance 59 F.

★ **MODELE DE LUXE 99 F.**

Frais, tantièmes, plus-values

MUSIQUE MILITAIRE ET DEFILE DE CHARS

tions pour lesquelles nous nous battons. Nous obtenons bien peu de chose pour nous mêmes - si nous gagnons nous n'en avons même pas une part du mérite. Qui a déjà souligné combien toute grève menée et faite par des hommes dépend du soutien des femmes? La présence des syndicats garantit que la lutte restera "séparée", que les femmes seront confinées au rôle d'auxiliaires. Vous vous rappelez du SEL DE LA TERRE? Pour que les femmes puissent prendre une part active dans la grève et la fassent triompher, elles ont du faire cesser une réunion syndicale et la transformer en une assemblée de la communauté. Voilà où nous en sommes au niveau national et international.

5) Jusqu'à ces derniers temps, la classe capitaliste, avec l'aide des syndicats, a convaincu les hommes que, s'ils obtiennent une augmentation de salaire, leur niveau de vie s'améliore. Ce n'est pas vrai, et les femmes l'ont toujours su. On donne la paye aux hommes le vendredi et on nous la reprend, à nous les femmes, le samedi dans les magasins. Nous devons organiser la lutte de l'autre côté des salaires-contre l'inflation-et ceci ne peut se faire qu'en dehors des syndicats; d'abord parce qu'ils ne s'occupent que de l'argent qu'on gagne et non de celui que nous devons immédiatement restituer; en second lieu, parce qu'ils limitent leur lutte - et on sait ce qu'elle est - à ce seul lieu de travail où le salaire est la contre-partie de la présence, et ignorent le lieu où votre travail consiste à restituer l'argent.

Ce n'est pas seulement qu'ils n'organisent pas les consommateurs; c'est qu'ils empêchent une telle organisation, en morcelant la classe entre ceux qui ont un salaire et ceux qui n'en ont pas: les chômeurs, les vieux, les malades, les enfants et les ménagères ne sont pas des salariés. C'est pourquoi les syndicats nous ignorent et donc nous séparent les uns des autres et des salariés. C'est dire qu'ils rendent impossible, par leur structure même, une généralisation de la lutte. Ce n'est pas le résultat de leur bureaucratization; c'en est la cause. Ils ont pour rôle de jouer les médiateurs dans les conflits de l'industrie, de tenir ceux-ci à l'écart des autres luttes qui peuvent se dérouler ailleurs. Jouant sur le fait que la puissance potentielle de la classe, la plus considérable, se trouve concentrée à l'endroit même où se fait la production, les syndicats ont réussi à convaincre les travailleurs non salariés que c'est là, et là seulement, que l'on peut mener une lutte quelle qu'elle soit. Et n'en est rien et l'exemple le plus frappant nous en a été fourni par la communauté noire. Les Noirs, comme les femmes, ne peuvent se restreindre à une lutte au seul niveau de la production. Et les Noirs, comme les femmes, peuvent voir le rôle véritable des syndicats au sein de la classe ouvrière se manifester à grand traits dans l'attitude de ceux-ci à leur égard. Car le racisme et le sexisme ne peuvent être considérés comme des aberrations de ce qui serait, par ailleurs, un puissant instrument au service de la classe ouvrière.

Vous comprenez maintenant, qu'à mon avis, pour mener notre politique propre, nous devons mettre sur pied notre propre analyse de la situation des femmes et, par conséquent notre propre analyse de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble. Nous avons tellement pris pour argent comptant tout ce qui se passait autour de nous, nous nous sommes tellement limitées à ne parler (et n'écrire) qu'au sujet des femmes, entretenant ainsi cette ségrégation, qu'il semble que nous ne soyons censées pouvoir et devoir analyser et comprendre les femmes après que d'autres (des hommes) aient fait l'analyse de la classe "en général" - en nous excluant. Et c'est là être dominées par les hommes, au sens le plus profond. Car il ne saurait y avoir de "classe en général" qui ne comprenne en son sein, nous et tous les non-salariés.

Je pense que certaines d'entre nous qui ont refusé d'établir un rapport entre lutte des femmes et lutte de classe, l'ont fait poussées par une réaction d'auto-défense, pour se débarrasser de cette analyse de la gauche qui nous laisse complètement en dehors (et qui, comme j'ai tenté de le montrer, constitue aussi un obstacle sur le chemin des ouvriers qui mènent des luttes indépendamment des syndicats).

En revanche, certaines femmes se sont trouvées contraintes de demeurer dans les organisations ou d'y adhérer, d'y souffrir une humiliation continue pour ne pas perdre contact avec la politique de classe.

Le fait de dénier au mouvement des femmes un rôle autonome a eu une autre conséquence: celle de créer des femmes qui ne se considèrent que comme devant "soutenir", cette fois les femmes au lieu des hommes. Soutenir les luttes des femmes c'est incontestablement un pas en avant, mais si nous n'apportons aucune contribution indépendante cela revient à admettre, soit que nous ne voulons pas, soit que nous sommes incapables d'utiliser et de faire partager ce que le mouvement nous a fait apprendre. Face à l'élitisme de la gauche, cette attitude de condescendance et de protection est apparue à certaines femmes comme la seule possibilité.

Pour toutes ces femmes une politique autonome du mouvement de libération des femmes est la seule partie de l'alternative ayant un sens. Et jusqu'à ce que nous ayons réussi à la mettre en place, nous continuerons à nous canarder les uns les autres et toujours à nous définir en réaction à ce que font les hommes.

Maintenant, la première chose qui viendra à l'esprit de certaines d'entre nous est d'estimer quel bénéfice nous pouvons retirer des syndicats. Il ne fait aucun doute que certaines conditions d'esclavage sont abolies quand une usine s'organise et, habituellement, quand les ouvriers d'une usine s'organisent, ils le font sous forme de syndicats (ou contre les syndicats). Le syndicalisme semble le seul choix face à l'esclavage. Toute l'histoire de la classe est liée à cette institution. Mais c'est la manière dont les ouvriers ont formé ces syndicats, c'est-à-dire

le fait qu'il se sont organisés collectivement, et presque toujours en déclenchant une grève, qui abolit la condition d'esclave; ce n'est pas le syndicat. C'est la force des ouvriers qui a fait apparaître le syndicat et c'est cette force qui abolit les conditions d'esclavage. Les syndicats sont devenus le symbole de cette force et ils ont exploité cette image, cette tradition pour canaliser, diriger et, là où c'était possible, étouffer la lutte; mais la puissance reste celle des ouvriers.

La seconde chose que l'on peut dire est que lorsque l'on entre dans une usine ou un bureau où travaillent des hommes et des femmes - qu'il y ait ou non des syndicats - on constate que les hommes ne sont pas soumis au même rythme que les femmes. Leur vitesse de travail est moins grande, ils prennent beaucoup plus leur temps, que ce soit au vestiaire, que ce soit pour fumer ou pour souffler. Cette situation n'a rien à voir avec les syndicats mais est une question de puissance: les femmes qui arrivent dans l'industrie représentent une force inférieure à celle des hommes pour la raison évidente qu'elles subissent les multiples aspects de l'oppression patriarcale. Mais à côté du fait qu'elles intériorisent le mythe de l'incapacité féminine, mythe grâce auquel le patriarcat se maintient, on rencontre un autre facteur. Les femmes ont, de fait, un statut de mineures dans l'industrie et elles ne se sentent absolument pas sûres, non seulement de leurs propres capacités, mais encore du soutien qu'elles peuvent recevoir des hommes et des syndicats qui, de nos jours, ne concernent principalement que les hommes.

La structure même des syndicats exclut les femmes. Tous ces règlements, toutes ces réunions où il faut prendre la parole, toutes celles qui se tiennent le soir au moment où nous avons les gosses à coucher et la lessive à faire nous entretiennent dans cette idée que nous ne sommes même pas capables de faire des gribouillis. Nous connaissons très bien ce sentiment. C'est lui qui nous a poussées à former notre mouvement.

Il est certain que très peu de femmes, qu'elles travaillent à l'extérieur ou non, ont l'impression que les syndicats puissent les représenter en tant que femmes, ayant une journée de travail, non pas de huit heures, mais d'au moins seize.

Mais, s'il est vrai que la puissance des syndicats n'est en fait que celle de la classe et si d'autre part les syndicats ont, sur les points essentiels, travaillé contre nos intérêts de femmes, c'est-à-dire en définitive contre les intérêts de la classe ouvrière, alors il nous faut organiser la force de la classe et non celle des syndicats. Nous sommes dans un dilemme du même genre en ce qui concerne la famille dans la classe ouvrière. J'aimerais citer ici un document à paraître qui au lieu d'analyser les femmes du point de vue du marxisme, analyse le marxisme du point de vue des femmes (et, par conséquent, selon moi, du point de vue des hommes). C'est un document qui nous vient du mouvement des femmes italiennes. Il s'intitule: LES FEMMES

ET LA SUBVERSION SOCIALE par Rosa Dalla Costa.

" La famille ouvrière est le chaînon le plus difficile à rompre, car elle est le soutien de l'ouvrier. Mais elle le soutient en tant qu'ouvrier et, pour cette raison, soutient le Capital. C'est de cette famille que dépend le soutien de la classe, la survie de la classe - mais cela se fait aux dépens de la femme et donc contre la classe elle-même. La femme est l'esclave d'un esclave salarié et son esclavage assure l'existence et la permanence de l'esclavage de l'homme avec lequel elle vit. Tout comme le syndicat, la famille protège le travailleur mais elle garantit aussi que l'homme et la femme ne seront jamais rien d'autre que des ouvriers. Voilà pourquoi la lutte des femmes de la classe ouvrière contre la famille est décisive." (4)

La lutte de femmes de la classe ouvrière contre le syndicat est décisive justement parce que, comme la famille, le syndicat protège la classe au dépens des femmes (et pas seulement à leurs dépens) et aux dépens de l'action offensive. Et, comme dans le cas de la famille, nous n'avons rien à proposer à la place si ce n'est l'action de la classe ouvrière luttant par et pour elle-même, les femmes étant partie intégrante, en fait pierre angulaire, de cette classe.

6) Enfin il y a la question des femmes et du "chômage". Tout d'abord nous savons parfaitement que seules les femmes riches sont sans emploi - c'est-à-dire ne travaillent pas. Que nous soyons ou non employées à l'extérieur, la plupart d'entre nous font un travail d'enfer. La seule chose est que nous sommes non-salariées si nous ne sortons pas de la maison pour nous louer en bonne et due forme à un capitaliste particulier et que nous travaillons uniquement dans notre cuisine pour enfanter et servir des travailleurs, c'est-à-dire pour le bien de la classe capitaliste en général il est caractéristique que les syndicats et les bourses du travail (c'est-à-dire les marchés d'esclaves salariés) d'Ecosse aient conclu un accord selon lequel on ne donnerait aucun emploi aux femmes mariées. Dans la situation explosive qui règne maintenant en Ecosse, et dont la grève des chantiers navals de Glasgow qui a vu les ouvriers occuper les ateliers et les faire marcher eux-mêmes, n'est qu'une indication, les syndicats et le gouvernement estiment qu'on peut se fier à nous pour ne pas "faire d'histoires". Voilà comment on nous a toujours utilisées et nous devons leur montrer qu'ils se trompent, ou alors il faudra plier bagage. Cette sacrée classe capitaliste et ses sacrés syndicats ne doivent plus pouvoir compter sur notre tranquillité, dans quelque cas que ce soit. Ils ont passé ce marché au dessus de nos têtes. Ils en passeront bien d'autres, si ce n'est déjà fait. On peut nous sacrifier à merci.

En Ecosse, si on veut nous tenir à l'écart du marché aux esclaves salariés, c'est pour éviter que des hommes ne soient réduits au chômage, à un moment et à un

endroit où les méthodes de lutte venues d'Irlande du Nord pourraient bien s'implanter. Cette mesure prise par les syndicats et le gouvernement à l'encontre des femmes est probablement une conséquence directe de la tentative que firent les ouvriers masculins d'occuper la bourse du travail tandis que la grève "avec travail"(5) se poursuivait dans les chantiers navals. Je veux dire que certains ouvriers pensaient qu'il valait mieux mener une grève "sans travail" qu'une grève "avec travail". Inutile de préciser quelle était la position des syndicats sur ce sujet, il n'est que de voir les efforts désespérés qu'ils font pour fourrer dans les mains des ouvriers des pancartes où on peut lire: Nous voulons du travail! On finirait par croire qu'il est indécent d'échapper à l'exploitation. La seule chose qui soit "mauvaise" dans le chômage, c'est de ne pas être payé.

Et c'est là en effet le coeur du problème. Le gouvernement qui agit dans l'intérêt de la classe capitaliste en général, a institué le chômage dans l'espoir qu'au lieu de lutter pour plus d'argent et moins de travail, nous nous contentions des miettes que le maître laisse tomber de la table. Ainsi la "nation" peut "progresser" aux dépens de nos esprits et de nos corps déjà morts ou mourants. Les syndicats nous disent de nous préoccuper de la productivité et des exportations, pendant ce temps là les capitalistes s'affairent à exporter leurs capitaux partout dans le monde; par exemple en Afrique du Sud (à propos, ils espèrent exporter à leur suite des ouvriers blancs en chômage). Les syndicats essayent de mener le type de lutte qui peut faire plaisir à Ted Heath (il s'agit du premier ministre Edouard Heath) - sauf dans le cas de la communauté minière, de la communauté catholique de l'Irlande du Nord et de la communauté de Zimbabwe - ils demandent des emplois! La menace de fermeture des mines devait, dans l'esprit du gouvernement, faire tenir les mineurs tranquilles. Mais les gens des mines ont clairement montré à l'aide de leur grève qu'ils n'estimaient pas que passer sa vie au fond d'une mine ou à frotter des vêtements noirs de crasse ou à soigner des malades atteints de la silicose était l'existence idéale. Leur grève disait: "gardez vos mines et retroussez les manches, vous-mêmes!" Ils ont refusé d'implorer le droit d'être exploités.

Mais que dire de ces femmes qui ont été privées de cette expérience sociale du travail socialisé et de l'indépendance relative que donne une paye bien à soi? Ce n'est certainement pas si simple dans leur cas. Je cite de nouveau le document italien.

" La fonction de ménagère, dont l'isolement cache un travail social, doit être supprimée. Mais les possibilités qui s'ouvrent à nous sont nettement délimitées. Jusqu'aujourd'hui, le mythe de l'incapacité de la femme, mythe qui repose fondamentalement sur la condition de dépendance de cette femme isolée - dépendance matérielle de celle

qui vit sur le salaire de quelqu'un d'autre, dépendance spirituelle de celle qui se trouve modelée par la conscience de quelqu'un d'autre - n'a pu être brisée que par une seule action: celle de la femme qui touche son propre salaire, qui brise ainsi la colonne vertébrale de cette dépendance économique, qui fait sa propre expérience de l'indépendance au sein du monde extérieur au foyer, qui effectue un travail social dans une structure socialisée, usine ou bureau, et qui se met à créer ses propres formes de rébellion sociale tout en utilisant les formes traditionnelles de la lutte de la classe. L'existence du mouvement des femmes permet de sortir de cette alternative.

Le Capital lui-même est en train de se saisir de cette impulsion même qui a donné naissance au mouvement - c'est-à-dire le rejet par des millions de femmes de la place traditionnelle des femmes - dans le but de restructurer la force de travail en y introduisant de plus en plus de femmes. Le mouvement ne peut se développer qu'en s'opposant à ce plan. Il pose par son existence même et doit poser de manière de plus en plus nette dans l'action, le refus du mythe de la libération par le travail.

Car nous avons assez travaillé. Nous avons taillé des millions de tonnes de pièces de coton, lavé des millions d'assiettes, frotté des millions de planchers tapé des millions de lettres, cablé des millions de poste de radio, lavé des millions de couches, à la main et à la machine. Chaque fois qu'ils nous ont "lâissés entrer" dans un fief traditionnellement masculin, c'était pour trouver pour nous un nouveau niveau d'exploitation.

La aussi il faut mettre en parallèle, aussi différents soient-ils, le sous-développement du tiers-monde et le sous-développement de la métropole - pour être plus précise, dans les cuisines de la métropole. La planification capitaliste propose au tiers-monde de se "développer", d'adjoindre aux agonies qu'il endure déjà, l'agonie d'une contre-révolution industrielle. En métropole, on a offert la même "aide" aux femmes. Mais celles d'entre nous qui sont sorties de la maison pour travailler, soit contraintes, soit pour avoir un peu plus d'argent, soit pour être économiquement indépendantes, ont averti les autres: l'inflation nous a clouées sur cette saloperie de chaise de dactylo, sur cette chaîne de montage; c'est pas là qu'est le salut!

Refusons le développement qu'ils nous offrent! Pourtant la lutte de la femme qui travaille ne doit pas consister à vouloir retourner à l'isolement du foyer, aussi attirant que puisse être parfois le lundi matin; pas plus que la lutte de la ménagère ne doit viser à échanger sa situation de prisonnière dans une maison à celle de prisonnière rivée à son bureau ou à sa machine; aussi attirant que cela puisse être en comparaison à la solitude qui règne dans un appartement du douzième étage...

Le mouvement des femmes est mis au défi de trouver des modes de lutte qui, tout en libérant les femmes de l'esclavage domestique, évitent d'une part le double esclavage et d'autre part que le capitalisme puisse atteindre un nouveau degré de contrôle et d'enrégimentation. C'est là, en dernière analyse, la ligne de démarcation entre politique réformiste et politique révolutionnaire dans le mouvement des femmes."

Et, c'est là, la récupération la plus dangereuse parce que masquée. Il y a déjà quelque temps qu'on y pense. Un rapport confidentiel (dont l'existence a été révélée par le SOCIALIST WORKER), traitant de l'emploi des femmes et des jeunes de moins de 18 ans, a été préparé par le National Joint Advisory Committee, comprenant des représentants de la Confédération des Industries Britanniques, des industries nationalisées, du ministère du travail et - devinez ? - du Trade Union Congress (l'organisme central des syndicats). On peut y lire:

"Avec l'introduction constante de nouveaux équipements coûteux, le travail par quarts continuera sans doute de se développer de façon à rentabiliser au maximum les capitaux investis; et, en effet, avant d'engager des capitaux dans l'achat de ces machines, les employeurs veulent avoir l'assurance que le travail par roulement sera possible, de façon à ce qu'ils puissent en retirer une bénéfice convenable."

Ne comprenons-nous pas maintenant la loi sur l'égalité des salaires qui donnera un salaire aux femmes égal à celui des hommes à condition que nous travaillions par quart?

Le rapport mettait en cause la clause 68 du FACTORY ACT (loi sur le travail en usine) qui stipule que toutes les femmes et les jeunes doivent cesser le travail au même moment. Il faisait remarquer que la clause 68 "refuse aux employeurs la souplesse dont ils ont besoin pour fixer les horaires des femmes et des jeunes qu'ils emploient... souplesse si essentielle dans les conditions d'aujourd'hui." Voilà pour le prétendu défaut de planification capitaliste et la prétendue "utilisation" anecdotique des femmes dans l'industrie.

Et c'est là que le mouvement peut s'affirmer ou au contraire se briser. Nous pouvons être les suifragettes modernes, un peu plus dangereuses voilà tout que celles d'hier car, alors que ces dernières invitaient les femmes à voter et à être libres, nous allons les inviter à trouver leur liberté dans le travail.

Il y aura sans doute des moments où nous faillirons à notre devoir, si nous ne soutenons pas les femmes qui réclament des emplois et même si nous ne les encourageons pas à le faire, surtout quand elles se trouvent éloignées des industries qui emploient des femmes et que les ateliers où l'on sue sang et eau sont les seuls endroits à des kilomètres à la ronde où une femme puisse gagner l'argent nécessaire à contrebalancer l'inflation et lui éviter de se dégrader en quémandant à son mari l'argent pour acheter des collants. Mais si nous nous limitons à cela, si c'est là notre programme véritable et non une simple position tac-

tique destinée à favoriser la mobilisation des femmes qui se trouvent dans des situations particulières, alors tout ce que nous ferons sera d'organiser les femmes pour qu'elles soient exploitées plus efficacement et plus impitoyablement encore.

La question qui se pose à nous est la suivante: quelles sont, en gros, les possibilités dans le domaine de l'organisation comme des revendications?

Tout d'abord, le niveau d'organisation des femmes est bas. Voilà la raison majeure qui pousse certaines femmes du mouvement à vouloir faire entrer les femmes dans les syndicats. On a en eux une organisation qui fonctionne déjà et qui est "expérimentée" - ce que nous ne sommes pas - une organisation que nous n'avons pas à faire sortir de terre. Mais penser à construire des organisations qui n'ont pas de tradition (sauf celles de la lutte elle-même), c'est déjà briser avec d'autres traditions qui, entre autres, ont empêché pendant des siècles l'existence d'un mouvement révolutionnaire des femmes. Une organisation indépendante, indépendante de toute partie du système établi, est difficile même à envisager (on ne parle même pas de créer!) quand des milliers de femmes ne bougent même pas.

Mais le tableau n'est pas si sombre qu'il en a l'air. Il y a déjà eu des dizaines, voire centaines de grèves pour l'égalité des salaires. Le CLAIMANTS UNION (6) gagne en force et il a pour noyau des mères seules et sans ressources. Plus récemment, les femmes des régions minières ont fait leur première tentative de s'organiser de façon autonome. De plus, si nous ne sommes pas nous-mêmes aveuglées par une sorte de "conscience syndicale", nous pouvons voir que les femmes, mêmes celles qui remplissent les pires emplois dans les usines les moins "organisées", mènent leur lutte selon des modes entièrement nouveaux. On lit dans le DAILY SKETCH du 18 janvier 1971:

"Des milliers de jeunes filles quittent leurs monotones emplois dans l'industrie parce qu'elles en ont assez d'être traitées comme des "robots".

Elles se plaignent de la monotonie du travail et de leurs chefs déshumanisés.

Les jeunes filles sont frustrées parce que le travail qu'elles exécutent fait fort peu appel à leurs aptitudes et ne leur permet aucune satisfaction personnelle. Tels sont les résultats principaux fournis par une enquête de l'Université de Bradford sur les raisons pour lesquelles 65% des femmes qui travaillent dans l'industrie électronique quittent leur emploi au bout de quelques mois."

(En passant, vous pouvez voir pour qui travaillent les universités.)

Nous ne sommes pas seulement des victimes, nous sommes aussi des révoltées. L'absentéisme des femmes est chose connue. Plutôt qu'au contrôle ouvrier de la production, leur action ressemble au contrôle ouvrier des luttes: on se fout de leur production!

Ainsi le premier obstacle sur la route d'une organisation autonome, la prétendue apathie des femmes n'est pas telle qu'on l'a cru. Si nous commençons à voir par les yeux des femmes, à respecter l'action des femmes et non à les juger à la toise des hommes, nous verrons surgir un trésor de révolte,

de refus du travail des femmes et des rapports et des rôles qu'il engendre.

Il ne s'agit pas toujours de rébellion et de refus du travail organisés? Eh bien, organisons les! Les syndicats ne le font pas; ils cherchent à les enfoncer. (7)

Il semble qu'il y ait deux niveaux de revendication: les questions d'intérêt local et les revendications générales que le mouvement vient appuyer. En réalité notre mouvement a souffert d'une séparation artificielle de ces deux niveaux. Les Quatre Points de Revendication pour lesquels nous avons manifesté l'année dernière n'ont pas été, dans leur ensemble, en liaison avec les activités des groupes individuels (en partie cela vient de la stérilité de ces revendications).

Nous devons nous intéresser à des revendications grâce auxquelles le mouvement puisse, en quelque mots, exprimer l'ampleur de son refus de l'oppression et de l'exploitation des femmes. La tension entre la lutte locale et les principes affirmés du mouvement ne cesse pas pour autant, mais au sein de chaque revendication locale qui mobilise des femmes là où elles se trouvent, la lutte perd son caractère épisodique, provincial, et sans liaison avec l'ensemble. Les revendications doivent faire surgir des possibi-

lités de nouvelles formes et de nouveaux champs d'action dans le cas de chaque situation locale, et ceci dès le début, tout en maintenant toujours devant nos yeux les objectifs fondamentaux. On pourrait s'étendre plus longuement sur ce point, mais mieux vaut passer tout de suite aux revendications que nous proposons.

1) NOUS EXIGEONS LE DROIT A MOINS TRAVAILLER. La semaine de travail doit être plus courte pour tous. Pourquoi devrait-on travailler plus de vingt heures par semaine? Les ménagères hésitent à demander aux hommes, usés par une semaine de quarante heures au minimum, de s'occuper de leur propres enfants et de leur propre linge. Pourtant n'est-ce pas là ce que font les femmes, pour elles-mêmes et pour les hommes? Au moment où les femmes sont menacées par le chômage, elles doivent lutter pour un raccourcissement de la semaine de travail. (Peut-être les hommes accepteront-ils notre direction pour changer?)

2) NOUS EXIGEONS UN REVENU GARANTI POUR LES FEMMES ET POUR LES HOMMES, TRAVAILLANT OU NON, MARIÉS OU NON. Si nous nous occupons des gosses nous avons droit à un salaire décent. La classe dirigeante a glorifié la maternité, à condition qu'il y ait un salaire derrière pour la prendre en charge. Nous travaillons pour la classe capitaliste. Qu'elle nous paie, ou bien nous pourrions aller dans les usines et les bureaux et mettre nos enfants dans les bras de leurs pères. On verra s'ils peuvent fabriquer des voitures chez Ford et changer les gosses en même temps. NOUS EXIGEONS QUE LE TRAVAIL DOMESTIQUE RECOIVE SALAIRE. Tous ceux qui tiennent une maison ont droit à un salaire (y compris des hommes, si c'est le cas).

3) C'est dans ce contexte que NOUS EXIGEONS LE DROIT ET LE POUVOIR DE DISPOSER DE NOTRE CORPS. Même si le contrôle des naissances était libre, aurions nous libre disposition de notre corps? Et même si nous pouvions avorter à la demande, aurions nous libre disposition de nos corps? Et les enfants que nous

voulons et que nous ne pouvons avoir faute de moyens suffisants? On nous contraint à réclamer l'avortement et la stérilisation comme on nous a forcées à réclamer du travail. Donnez nous de l'argent, donnez du temps et nous serons beaucoup mieux à même de disposer, d'être maîtresses de nos corps, de nos esprits, de nos rapports. Liberte de décider des naissances, liberte d'avorter pour toutes celles qui le désirent (y compris nos soeurs de l'étranger qui se voient dénier ce droit dans leur pays: la "sororité" est internationale). NOUS EXIGEONS LE DROIT D'AVOIR OU DE NE PAS AVOIR D'ENFANTS

Mais porter des enfants n'est pas la seule fonction de notre corps que le Capital contrôle. Au travail nous imposons à ce corps de faire ce qu'il ne veut pas faire: toujours le même mouvement saccadé sur la chaîne, station debout ou assise sans discontinuer, respiration de fumées ou des poussières. Le travail est bien souvent pénible et dangereux. Il est toujours inconfortable et fatigant. Après le travail le corps est trop engourdi pour que son possesseur puisse le percevoir comme une chose dont il peut jouir. C'est la raison pour laquelle il ne peut connaître de développement sexuel. De plus, notre sensibilité physique est sapée par la limitation des formes de vie sexuelle et la superficialité des rapports humains qu'impose cette société, sans oublier que rares sont les moments et les lieux où l'on peut s'aimer. Notre corps devient un instrument de production et de reproduction: rien d'autre.

4) NOUS EXIGEONS L'EGALITE DES SALAIRES POUR TOUS. Il y a un taux pour les filles, un taux pour les garçons, un taux pour les femmes, un taux pour les hommes, un taux pour le travail "qualifié", un taux pour le "non-qualifié", un taux au Nord, un taux au Sud. Toute personne qui travaille a droit à un salaire minimal, et ce minimum doit correspondre au taux de la catégorie la plus élevée.

5) NOUS EXIGEONS LA FIN DE LA CROISSANCE DES PRIX, celle des impôts et des taxes, des loyers, de la nourriture et de l'habillement. Il y a une bataille qui couve au sujet du logement. Comme d'habitude dans les luttes de locataires, ce seront les femmes qui seront aux premières lignes: ce sont elles qui diront non, lors de la grève des loyers, à l'encaisseur qui frappera à leur porte pour exiger l'argent. Mais notre intervention peut aider à ce que ce soient aussi les femmes qui dirigent cette lutte, au lieu de rester confinées à faire le thé dans l'arrière-cuisine tandis que les hommes perorent devant la porte principale.

6) NOUS EXIGEONS DES CRECHES ET DES GARDERIES GRATUITES ET PLACÉES SOUS LE CONTRÔLE DE LA COMMUNAUTE. Nous avons le droit à une existence sociale sans pour autant avoir à prendre un autre travail en dehors de la maison. Les mères ont, elles aussi, le droit de travailler moins. Les jeunes enfants et les femmes sont séquestrés dans leur foyer. Mais nous ne voulons pas les voir aller à la place dans une institution d'Etat. Enfants, femmes et hommes doivent pouvoir apprendre les uns par les autres et ainsi briser le ghetto où l'existence de chacun est confinée. Ainsi commencerons nous à détruire l'autorité de l'Etat sur nos enfants et notre propre main mise sur eux.

demander de faire grève pour soutenir ce que nous faisons.

Il est possible que les femmes se sentent trop faibles (ou que nous nous sentions trop faibles) pour agir indépendamment des syndicats (bien que notre travail consiste à mettre l'accent sur la force potentielle des femmes) et qu'elles soient soumises à de multiples pressions, venues de divers côtés - des employeurs en particulier - pour, leur faire rejoindre les syndicats dès qu'elles auront commencé à agir. Mais même à ce moment la lutte ne sera pas décisive. Si nous les aidons à se mettre en mouvement sur leurs propres revendications, ce qu'elles pourront tirer des syndicats n'en sera que plus grand. Elles acquerront confiance en elles-mêmes et expérience et nous toutes avec elles. Nous pouvons faire des grèves contre l'inflation, la hausse des loyers, le travail par quart des femmes comme des hommes. Nous pouvons proposer aux ménagères une existence sociale autre que celle d'un autre travail, nous pouvons proposer la lutte elle-même.

Bien sûr tout cela est plus facile à dire qu'à faire, bien que la situation dans ce pays soit en train d'évoluer si rapidement que, chaque jour, de nouvelles possibilités s'ouvrent. Ce texte entend amorcer une discussion au sujet de ces possibilités, mais sur nos bases. Il ne prétend en aucune manière donner un tableau complet de ce qui se passe en Grande-Bretagne (ou ailleurs), que ce soit parmi les ouvriers, ou dans les conseils ou les cabinets du gouvernement, ou au sein des quartiers généraux des syndicats. Mais il est clair à mes yeux, et aux yeux de beaucoup d'autres je crois, que le temps est venu où nous devons faire le saut qui nous mènera de tout ce que nous avons appris par des discussions dans de petits groupes à l'activité politique. Nous ne devons pas permettre que ce que nous savons être l'expérience féminine puisse être transformée en une politique de seconde main, celle de la "conscience syndicale", que l'on nous a présenté comme la seule possibilité. Adieu à tout cela. Quand 20% des femmes d'une usine où la main d'oeuvre est essentiellement féminine ne se présentent pas le lundi matin au travail elles ont plusieurs années d'avance sur la lutte syndicale dont elles sont en fait les ennemies mortelles. Elles luttent non seulement pour être exploitées dans de meilleures conditions, mais aussi contre l'exploitation, contre le travail lui-même. Nous qui appartenons au mouvement des femmes devrions être les dernières à penser ou à agir en fonction du préjugé absurde que les femmes sont incapables de faire le saut au delà de ces institutions oppressives qui ont piégé les hommes. Parce que ces institutions nous ont soit ignorées soit exclues c'est justement nous qui sommes en situation de les dépasser.

Un dernier point. Il ya toute une discussion qui se poursuit parmi nous au sujet de notre appartenance, en majorité, à la classe moyenne. Et c'est vrai. Comme le dit le SHREW (la mégère, titre d'un journal publié par le groupe de Notting Hill) ni nous voulons voir triompher la "sororite" nous devons dépasser ces mythes qui veulent que seules les femmes de la classe

ouvrière sont opprimées, ou à l'opposé que seules les femmes de la classe moyenne peuvent avoir conscience qu'elles le sont. Certaines d'entre nous, il faut bien voir la vérité en face, n'ont rejoint le mouvement que parce que le capitalisme est très arriéré et maintient les femmes à l'écart des charges gouvernementales et des professions qui paient bien. Elle finiront par découvrir que le Capital et le FINANCIAL TIMES ont fait des plans à leur sujet. Mais il ne faut pas que leur présence nous retienne.

Un sacré nombre d'entre nous combattent le Capital non parce qu'il est arriéré mais parce qu'il existe. Nous avons de plus en plus conscience de ce que l'oppression des femmes a pour racine ce travail indispensable de la maison, du bureau, de l'hôpital et de l'usine qu'exécutent des femmes de la classe ouvrière pour le Capital, parfois en recevant de bas salaires, le plus souvent en n'en recevant aucun. Il faut cesser de se sentir coupables parce qu'on a de la moquette ou reçu une "bonne éducation" - comme si on ne nous avait jamais appris autre chose que penser et agir comme eux. On ne bâtit pas un mouvement politique sur la culpabilité: la culpabilité l'inhibe et l'épuise. Car la culpabilité engendre le sacrifice et le sacrifice engendre soit le martyre soit l'amertume - soit les deux.

Le premier pas sur le chemin de notre libération, au point où nous en sommes, consiste à faire notre propre analyse autonome de la situation politique dans ce pays (et, ensuite, dans le monde - avec l'aide de femmes d'autres pays) à partir de ce que nous disent nos tripes et de ce que nous ont enseigné les gens des régions minières et, à partir de cette analyse, d'agir. Alors le fait que nous soyons originaires de la classe moyenne ne sera pas un obstacle sur la route que nous suivons pour mener la lutte de classe, mais une lutte de classe telle que nous femmes la définissons et qui est la seule que nous puissions mener - et pour la première fois de manière généralisée.

Cela prendra quelque temps sans doute, mais, bah, Rome n'a pas été détruite en un jour.

Selma James.

NOTE DES TRADUCTEURS.

Le texte ci-dessus est traduit à partir de la brochure publiée par Crest Press, 154 Ladbroke Grove, W.10 Londres. Une première version est parue en français, publiée par Matériaux pour l'Intervention, (Martin Andler B.P. 42 06, Paris VI^e). Le texte anglais dont est extraite cette version présente quelques petites différences avec celui que nous avons utilisé. Il est suivi de remarques du groupe de Leicester que nous reproduisons ici à partir de la version française.

DES FEMMES LUTTENT (SUITE) ...A PARIS

Il y a quelques jours, nous passons par hasard devant le 56 faubourg Montmartre. Cinq ou six personnes distribuent des tracts. On s'approche, on en prend un, on lit : POLICE-PATRONS ... MEME COMBAT ! Ce titre nous donne envie de lire la suite malgré le sigle CFDT et le barratin syndical qui enrobe les faits. A la "fête" de lutte ouvrière (celle où les copains du PHAR qui distribueraient l'Antinorm se sont faits insulter et arracher leurs banderolles par le service d'ordre hétéro-léniniste) on retrouve les mêmes gens de la CFDT qui vendent une brochure ronéotée sur la lutte des ouvrières espagnoles chez Claude St. Cyr dont il nous a semblé intéressant de citer les informations. Par la suite une copine est allée voir les ouvrières espagnoles dont il s'agit, elle raconte plus loin la discussion qu'elles ont eue ensemble. A aucun moment il n'est question dans la brochure éditée par la CFDT de lutter pour abolir le rapport maître/esclave, pour abolir le salariat et le capitalisme. Il n'est question que de revendications partielles et d'améliorations limitées que le patronat, d'ailleurs, peut très bien accorder sans le moins du monde céder sur l'essentiel : son pouvoir. Une fois encore on voit comment les syndicats servent à moderniser et aménager l'ordre social existant. Mais la lutte des ouvrières espagnoles ne peut pas être réduite à cela. Leur lutte contient autre chose... autre chose, qui est trop souvent, dans ICO aussi passée sous silence. C'est pourquoi nous avons insisté pour que ce "dossier" qui devra, bien sûr, être complété ultérieurement, soit publié dans le même numéro d'ICO où passe le texte de Selma James concernant les luttes des femmes, car ce conflit qui oppose des ouvrières espagnoles à leur patron concrétise et actualise ce dont il est souvent confusement question quand les femmes opprimées se révoltent. Opprimées en tant qu'esclaves salariées, opprimées en tant que "mê-tèques", opprimées en tant que femmes (non seulement par ceux à qui elles sont contraintes de vendre à très bas prix leur force de travail, mais aussi par ceux qui veulent à tout prix diriger leur lutte à leur place et canaliser leur rage), exploitées non seulement en tant que prolétaires n'exerçant aucun contrôle sur l'organisation de leur travail ou de leur vie, elles sont encore exploitées en tant que consommatrices dont les "désirs" sont programmés par la presse "féminine" qui leur revend non seulement ce qu'elles produisent

chez Claude St. Cyr (lingerie, soutiens-gorge, etc...) mais surtout une image de la femme réduite à l'état de chose inerte et passive. En se révoltant, d'objets elles sont devenues sujets. Non seulement elles luttent mais elles chantent et elles rigolent. Elles refusent la chosification. Elles n'ont plus, mais plus du tout envie que le phallo-capitalisme fasse d'elles une marchandise (si dévaluée d'ailleurs que le patron ose les parquer dans un trou sans aération envahi par les odeurs des W.C. et ce n'est pas par hasard si la garde chiourme ne leur accorde que deux minutes pour y aller, aux W.C.). Le dressage militaire des sphincters et le massacre du corps sont nécessaires pour faire respecter les normes de rendement capitalistes. Le maître ne peut imposer les cadences infernales à l'esclave que parce qu'il lui a préalablement confisqué son corps). Tout près de là sur les grands boulevards, au cinéma midi-minuit le distingué branloir des hétéro-flics passe un film intitulé Les Chiennes. Il n'y a pas de "chiennes" mais des poupées gonflables dans ces tristes produits du drugstore même pas porno qui ne véhiculent que les fantasmes ennuyeux des esclavagistes. Les "chiennes" sont effectivement en laisse dans des entreprises réelles comme Claude St. Cyr où elles sont contraintes à fabriquer des soutiens-gorge pour 5.30^f ou 6.20^f de l'heure, dans un réduit irrespirable. Comment ne pas y penser en passant devant cette nouvelle série d'affiches agressives en couleur qui nous agrippe chaque fois qu'on prend le métro, celles où l'on voit deux gigantesques seins lourds à peine retenus par un maillot de bain? Nourrice au lait surabondant, poupée surgonglée, et tyrannique, qui oblige à la regarder, à la traire, à fuir, à hurler. Commerce et repression sexuelle sont les deux mamelles du capital. Morceaux de viande humaine plantés sur l'hameçon publicitaire. Modèle parfait de la chose, peau bronzée, gouttes d'eau, luxe. Parfait fantasme marchand pour le branloir quasi obligatoire ou'est le métro-musée des horreurs publicitaires. Je pense aux ouvrières espagnoles qui ont commencé à lutter je sors machinalement mon marker et écris sur l'image affichée :

*Ici commence
l'usine !*

L'entreprise Claude St. Cyr, 56 rue du faubourg Poissonnière, Paris 10ème, occupe 31 ouvrières, dont 6 espagnoles sans papiers, à la confection de corsetterie en série. Elle est notamment fournisseur de "Pronuptia".
Salaires de 5,30F à 6,20F de 1'heure.

PRONUPTIA
DE PARIS

PRONUPTIA
DE PARIS

Grand choix de chemises de nuit et de déshabillés longs ou courts. Toute la lingerie de la mariée. Déshabillés vaporeux, fonds de robes courts, longs, soutiens-gorge spécialement mis au point pour la robe de mariée, slips assortis.

CONDITIONS travail et sécurité:

Premier étage : le toit de notre atelier est en fibrociment, c'est la raison pour laquelle il fait froid en hiver et une chaleur étouffante en été.

A cause du manque de personnel nous sommes obligées de changer assez souvent de machine. Peut-être aussi parce que la patronne veut que nous sachions faire toute sorte de travail, mais pour quelles autres raisons?

votre Mariage c'est

PRONUPTIA
DE PARIS
la maison du bonheur

La surveillance est de tous les instants : "il faut pas parler", "si vous parlez vous pouvez pas faire le rendement!" "qu'est-ce que vous faites au WC? moi dans deux minutes ça y est" etc...

Avec les cadences il n'est plus possible d'avoir un moment de répit. Nous savons que certaines sont parties parce qu'elles ne pouvaient plus supporter cette oppression.

Sous-sol : la cave est pleine de cartons et de marchandises et le couloir qui reste entre les rayons est si étroit qu'on ne peut pas passer la poubelle. L'endroit où nous travaillons n'est qu'un espace de 9m2 pour 8 ou 9 personnes. Il y a deux tables et l'une d'entre elles est montée sur des tréteaux qui peuvent facilement se renverser avec le risque d'accident. Nous sommes disposées en trois rangs et pour sortir ou entrer il faut nous bouscouler.

Dans toute la cave il n'y a qu'une petite fenêtre sur une cours particulière. Comme l'air n'est pas renouvelé la poussière des tissus et des plastiques nous empêche de bien respirer et nous avons la peau du visage irritée à la fin de la journée. A quelques mètres d'où nous travaillons, se trouve installé le chauffage du chauffage central. Celui-ci a une fuite de gaz. A cause de cela, nous avons la tête lourde, à la fin de la journée. Un technicien nous a dit que le chauffage est dans des conditions dangereuses.

Dans un coin éloigné de la cave (pièce B) travaille une ouvrière sans chauffage, il fait humide...

Danger d'incendie:

Les dangers d'incendie sont vraiment graves, car nous sommes entourées de matériaux très inflammables : tissus, cartons nylons, plastiques etc...

Au premier étage la seule sortie possible est le couloir qui conduit à l'escalier mais il est si plein de marchandises, que l'on ne peut passer qu'une par une. Alors comment nous allons faire pour nous sauver toutes les trente? Nous allons nous bouscouler et nous entretuer en voulant sortir, en voulant nous sauver? Qu'est ce que nous avons comme mesures de sécurité? Un extincteur de 5 litres. Est-ce suffisant?

Les possibilités d'incendie sont grandes car on fume partout.

Dans la cave les possibilités d'incendie sont encore plus graves à cause de la fuite de gaz, qu'est ce qu'il va arriver - une explosion?

Conditions d'hygiène:

Toilettes: au premier étage les WC dans un coin de l'atelier font que les odeurs envahissent les locaux de travail.

Notre réfétoire-cuisine-water nous fait manger avec toutes sortes d'odeurs mélangées et de fumées car il n'y a pas de ventilateurs.

Pour nous asseoir nous devons faire de la gymnastique et passer par-dessus nos camarades, parce que l'espace est très réduit et inconfortable.

Vestiaires : nous avons quelques armoires métalliques pour deux ou trois. Pas d'autre pièce pour nous changer et nous laver (lavabos - douches) pouvons-nous appeler cela vestiaires?

SALAIRES : nous sommes payées sur la base de 174 heures par mois (moyenne annuelle). De 5,20F de 1'heure que gagne la manutentionnaire à 6F que gagne la mécanicienne plus élevée. La mécanicienne qui gagne le moins gagne 5,40F.

PRONUPTIA

PROMESSE
Déshabillé maille polyam. 30 deniers doublé 15 deniers. 98 F

LILY
Soutien-gorge, spécialement créé pour la robe de mariée.
Polyam. 100% 39,90 F

SANDRA
Jupon polyam. soutien parfait pour robes amples à grande traîne 169 F
Jupons spéciaux indépendants à partir de 57 F

Soutiens-gorge étudiés spécialement pour robes de mariée
à partir de 29,90 F
Jupons longs indépendants à partir de 57,00 F
Fonds de robe longs à partir de 59,00 F

SYSTEME DE PRIMES:

C'est le moyen dont le patron se sert pour que l'on produise plus et à bas prix, cela risque de produire un désaccord et une désunion entre nous. Par exemple, nous avons "envie" de faire le maximum de paquets alors on ne fait pas attention aux problèmes des autres. Des querelles se produisent parce que l'une a gagné plus que l'autre, et nous nous demandons pourquoi? Si nous avons travaillé autant les uns que les autres.

Grand choix de chemises de nuit et de déshabillés longs ou courts.
Toute la lingerie de la mariée. Déshabillés vaporeux, fonds de robes courts,
longs, soutiens-gorge spécialement mis au point pour la robe de mariée,
slips assortis.

Soutiens-gorge étudiés spécialement pour robes de mariée
Jupons longs indépendants



PRONUPTIA
pour le plus beau jour
de votre vie!

Depuis 15 ans **PRONUPTIA** est au service des jeunes fiancés pour la
réussite de leur cérémonie de mariage et l'installation de leur foyer.

Toute la LINGERIE de la MARIÉE

PRONUPTIA

PARIS : Maison mère, 18, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9^e
MÉTRO : Montmartre et Cadet TÉL. : 770-23-79
PARKING GRATUIT réservé : Square Montholon, Paris.

A notre rayon enfants vos bons
petits diables deviennent petits
pages et princesses.

SYNDICAT PARISIEN DE L'HABILLEMENT,
CUIR ET TEXTILES (HA-CUI-TEX)
CFDT - CMT

FEUILLE INFORMATIVE:

L'atelier de corseterie Claude St. Cyr embauche depuis 3 ans des ouvrières sans papiers, en leur disant qu'elles sont en règle, parce que la société a un accord avec l'Alliance Française pour accepter des étudiantes.

Le 23 Février, la patronne de cette société a commencé à exiger la régularisation aux 7 espagnoles qui étaient sans papiers, leur donnant le délai du 20 mars pour l'effectuer si non elles étaient renvoyées. Quand les ouvrières françaises ont été informées de cette situation, elles ont fait un débrayage de 40 minutes pour protester. Après la patronne a dit à celle qui avait organisé le débrayage qu'elle devait prendre des "vacances" jusqu'à ce qu'elle ait réglé sa situation. Chose qu'elle n'a pas acceptée. Mais la patronne lui a promis de la reprendre si elle était "sage" et se "tenait tranquille".

A partir de ce moment là tout est resté calme jusqu'au jour où, à cause des mauvaises conditions de travail, le mécontentement général a abouti à l'organisation d'un groupe d'ouvrières qui a commencé la discussion pour l'élaboration des revendications, la manière de s'organiser, et de lutter contre la patronne. Un projet de revendications a circulé (et circule toujours) dans l'atelier. Cette situation s'est aiguisée en mars avec la réclamation que le jeudi de l'Ascension soit chômé et payé. A cause de cela J... a reçu la lettre de préavis. Quelques jours après, à la sortie du travail, la patronne a appelé une autre ouvrière, M..., pour lui communiquer son renvoi, sous prétexte qu'elle était la meneuse du mouvement de mécontentement dans l'atelier. Le lendemain M... est revenue travailler, et la patronne l'a mise à la porte, après avoir essayé de lui faire peur, et ceci malgré qu'elle ait refusé d'accepter le licenciement.

Devant ces faits huit ouvrières ont débrayé. La patronne, après avoir essayé de les acheter, en voyant leur uni-

té, a appelé le grand patron pour solutionner le problème. Il y a eu une réunion générale, et on a obtenu du patron la réintégration de J... un autre travail pour M..., 1/4 d'heure de repos matin et après-midi et la nomination de déléguées.

A partir de ce jour, la patronne est devenue ouvertement répressive. Mardi 29 mai, 5 des espagnoles sans papiers, qui avaient appuyé le mouvement de solidarité, ont reçu une lettre de licenciement, sous prétexte que le Ministère du Travail avait dit à la patronne qu'elle ne pouvait pas employer des étrangers en situation irrégulière. La lettre du Ministère était datée le 7 Février.

Mercredi, à la sortie du travail, la patronne a voulu régler leurs comptes ce qu'elles ont refusé. Elles se sont mises d'accord avec la patronne d'aller vendredi matin discuter avec elle après avoir réfléchi. Quand elles sont arrivées à l'atelier vendredi, elles ont attendu la patronne dans le "réfectoire-cuisine-water", et la patronne est venue à leur rencontre avec 5 policiers, qui les ont sorties de l'atelier, et obligées d'aller au commissariat. Là-bas, ils les ont enfermées dans une cellule après avoir essayé de leur faire peur avec expulsion à la frontière, menaces, cris et fouilles. Elles sont restées complètement isolées, sans recevoir ni renseignements ni nourriture de 9H à 17H. Pendant l'après-midi, elles ont été interrogées par 2 policiers de Renseignements Généraux, qui essayaient de détourner le problème des justes revendications de travail et de régularisation de papiers pour en faire des questions politiques. Finalement, elles ont été relâchées, et seulement à la suite de leurs exigences d'explication, on leur a répondu qu'il ne fallait plus faire d'histoires et qu'elles n'avaient ni travail ni papiers. Devant ces faits elles ont montré leur détermination de continuer la lutte pour obtenir travail et régularisation. Ce n'était qu'à la sortie qu'elles ont su que la patronne les avait dénoncées pour "bris de matériel". Les policiers n'ont fait mention de ce fait à aucun moment de leur détention.

le soleil
me fait chanter,
le travail
me fait chier...
(proverbe provençal)

A l'entrée de l'entreprise Claude St. Cyr 10h.30, personne, tout le monde travaille. Midi trente, la sortie, les premières ouvrières arrivent. Je m'approche, essaie de leur parler. Sans même m'en avoir laissé le temps, elles refusent tout contact, accélèrent le pas. Elles semblent paniquées et excédées de pouvoir être surprises par la direction à discuter avec qui que ce soit de l'extérieur même chose pour les suivantes.

A l'entrée de l'immeuble, un mec muni d'une pancarte et d'une boîte fait la quête pour le soutien des cinq ouvrières espagnoles licenciées. Avec lui aussi le contact est difficile. Il faut dire qu'il n'a pas l'air brillant avec sa boîte. C'est un mec du CUF (Comité Unitaire Français Immigrés).

- "t'as pas la manière pour leur parler" me dit-il. Sa manière à lui, c'était sa petite boîte servant plutôt de crachoir dont il se justifie en prétextant tester l'atmosphère.

- "Elles sont méfiantes elles ne connaissent que moi". Apparemment, il a le monopole de la situation, ce qui m'ennerve singulièrement. Après quelques échanges aigre-doux, il finit par me dire où les cinq espagnoles, austères et intouchables derrière leurs portes dont lui seul a les clés, se trouvent. Evidemment, elles sont à Montholon dans les locaux de CFDT. Peut-être pourrai-je les voir dans l'après-midi. En attendant, je fais le pied de grue avec lui, sa boîte et deux de ses acolytes dans l'indifférence totale des passants. Pourtant, un marchand de fringues bien nanti rentrant dans l'immeuble s'est cru obligé de demander : "Qu'est ce qui se passe chez St. Cyr, pourquoi licenciées". Monsieur CUF répond : "licenciées pour avoir voulu créer une section syndicale". Ce qui est une interprétation spéciale du CUF car initialement elles s'étaient directement adressées à la patronne pour arracher de meilleures conditions de travail. L'absurdité de la situation n'a d'égal que la conviction qu'il a de se battre pour la bonne cause, de les "sauver" de la "détresse" en les mettant sous la "protection de la CFDT. Les ouvrières avec qui j'ai parlé sont les deux seules espagnoles restant chez St. Cyr. Elles me disent la nervosité, la peur de la patronne, comment à force de menaces, d'intimidations, elle a repris la situation en main et tient les ouvrières dans le rendement et le calme :

"Les espagnoles nous ont fait perdre beaucoup d'argent, il faut travailler ferme si vous voulez que la boîte reste ouverte, si vous voulez être payées, etc... Elles me disent leur isolement. Plus personne ne leur adresse la parole, elles se savent en sursis. Leur seul atout est d'avoir des papiers en règle. LA matinée s'est terminée sur l'arrivée du chef du personnel. Il menace d'appeler les flics. Il veut nous faire circuler. Très hargneux au départ, il finit par se calmer et une discussion lamentable s'engage entre lui et le porteur de boîte. - "J'ai fait la guerre moi, monsieur" dit-il "Je suis un vieux de la vieille. Je la connais votre façon de faire, on est en règle" etc... Finalement, malgré toutes les réticences du CUF, je me trouve à Montholon en début de journée, dans le bureau de permanence où leur soutien est organisé. Du fond du couloir, j'entends des rires et des chansons. Les cinq espagnoles licenciées ont débarqué avec leur joie et leur vie, bien loin des austères "jeunes filles" qu'on m'avait laissées imaginer. Leur joie me bouleverse bien d'avantage que des jérémiades. C'est la joie des gens qui retrouvent leur peau, qui prennent leur vie en main pour se battre, qui sortent de prison. Etrange contraste entre cette force et le visage fermé, la peur des ouvrières françaises d'autant plus agressives qu'elles se sentent coupables de s'être désolidarisées des espagnoles et d'avoir changé de camp. Spontanément elles parlent, elles regardent la boîte de la quête et c'est un grand éclat de rire. L'aide de Claude St. Cyr est légère, mais quelle importance! Ce n'est pas de là qu'elles attendent quoi que ce soit. Dans un français hésitant, elles disent qu'elles ont marre de raconter leurs histoires. Marre de la chronologie des événements. Elles travaillaient dans des conditions insupportables : caves sans air, fuite de gaz, aucun espace, aucune sécurité, elles montrent des photos édifiantes. Elles étaient tenues par des papiers pas en règle, elles payaient la sécurité sociale sans en profiter etc... Mais ce n'est pas de cela dont elles ont envie de parler, la situation d'exploitation est si claire pour elles qu'elles préfèrent dire comment par besoin de n'être plus des automates, elles sont allées jusqu'au bout, n'acceptant pas leur peur, trouvant dans la solidarité (quelques fois trahie) et le respect d'elles-mêmes le courage de se battre. La patronne a fait du chantage, a menacé mais rien n'a tenu devant leur détermination. Chez les flics, enfermées de 9h. du matin à 5h. du soir, sans bouffer, derrière leurs grilles, elles ont chanté.

Je suis d'autant plus touchée par cette joie qu'un autre système d'embrigadement les menacent : Le syndicat.

supplément page.

REMARQUES DU GROUPE DE LEICESTER SUR LE TEXTE DE SELMA JAMES

1) Les deux parties du texte ne sont pas liées: les six revendications ne découlent pas de l'analyse qui précède.

2) Un mouvement ne peut se définir en termes de revendication.

La plupart des choses que nous voulons, par exemple l'abolition des rôles masculin et féminin, de la famille, du sexisme, ne peuvent nous être accordées par d'autres: elles ne peuvent être "demandées". Elles sous-entendent des changements de la structure sociale et des changements dans notre propre manière de vivre et de penser. Caractériser l'activité politique du mouvement en termes de campagnes et de revendications, c'est négliger l'importance du travail de prise de conscience et du développement de la solidarité féminine qui sont des éléments tout aussi politiques et de formes d'action.

Les revendications et les campagnes nationales sont adaptées à des objectifs spécifiques tels que la contraception, l'avortement, qui peuvent être visés localement ou au plan national. Mais ne présenter le mouvement qu'en termes de revendications égalitaristes ou de slogans révolutionnaires exigeant la fin du capitalisme est une erreur qui accorde trop d'importance à un seul aspect de notre travail.

3) Il ya un romantisme en ce qui concerne l'opposition que les femmes développent contre le capitalisme et les formes de travail aliénantes. Selma donne à entendre que l'absentéisme, par exemple, repose sur un rejet conscient de l'éthique du travail, alors qu'il est plus probablement le résultat des obligations ménagères et des nécessités imposées par les enfants qui prennent le pas sur le travail à l'extérieur.

4) Le texte ne présente aucune critique de la famille et du sexisme. Selma ne raisonne qu'à l'intérieur de la problématique de la ménagère et de la mère ficeles à leur foyer et y cherche le potentiel politique qui s'y trouve. C'est là un progrès par rapport à certaines analyses socialistes qui ne voient apparaître et les contradictions et l'activité politique que sur le lieu de production; Selma James, elle, considère les femmes comme consommatrices, locataires, "claimants" et y voit potentiellement des domaines autonomes de lutte politique. Mais elle manque relativement de sens critique face à l'image de la ménagère-mère dans le rôle qu'elle remplit individuellement chez elle.

5) En ce qui concerne les syndicats, il est impossible d'adopter une position dogmatique au sujet des syndicats exclusivement féminins qui rencontrent d'énormes obstacles pratiques, financiers en particulier. Il est important pour les femmes de défendre leurs intérêts de travailleuses, tout comme il est important pour les travailleurs mâles de défendre leurs inté-

rêts de travailleurs, et il est également important qu'elles défendent ces intérêts en tant que femmes qui travaillent. Ceci peut avoir comme conséquence la constitution d'un nouveau syndicat ou la jonction avec un syndicat dominé par les hommes, tout cela en fonction des conditions locales spécifiques. Dans le dernier cas (celui de l'adhésion à un syndicat d'hommes) il est crucial de lutter pour des objectifs spécifiquement féminins.

6) La revendication du paiement du travail ménager revient à enchaîner les femmes au foyer plus qu'elles ne le sont actuellement. Cette revendication devrait être remplacée par une revendication de salaire égal pour tous qui ne glorifie pas la fonction de ménagère.

7) Les revendications présentées ne diffèrent pas essentiellement des Quatre Revendications qui ont précédé. Les points sur lesquelles elle diffèrent sont soit sujet à critique (points 1 et 6) soit totalement irréalistes (par exemple: mettez fin à la hausse des prix!)

Points généraux se dégageant de cet ensemble:

Plutôt l'autonomie, l'action locale que des revendications nationales qui présentent notre action sous un faux jour. Certaines campagnes doivent être organisées au plan national, mais on ne doit pas les considérer comme le couronnement de notre activité.

N.B. Cette position repose sur des notions implicites au sujet de la différence entre "mouvement" et "parti", au sujet du rôle des mots d'ordre et des revendications, au sujet du rapport entre modifications subjectives de la conscience, modifications du style de vie et activité politique plus formelle. Il faudrait mettre ces notions en forme plus explicite.

Le champ d'analyse le plus urgent à couvrir, par le travail théorique, demeure la relation entre sexisme et capitalisme, qu'il faut comprendre comme des structures relativement autonomes qui sont liées l'une à l'autre selon un mode particulier pour produire la forme spécifique de capitalisme sexiste ou de sexisme capitaliste que nous connaissons. Cette analyse devrait inclure le racisme et l'impérialisme comme éléments constitutifs de l'une, de l'autre ou des deux structures.

NOTES

(1) Grève sauvage qui se déroula dans un trust équivalent à Saint-Gobain. Elle s'est terminée par un accord signé par le patron et les syndicats où ceux-ci, en échange d'une augmentation de salaires de 18%, s'engageaient à collaborer avec la direction pour améliorer la productivité. Pour plus de détails on peut consulter le N° 100 (décembre 1970) de L'ICO. Un récit détaillé de la grève figure dans le numéro d'Octobre 1970 de Lutte de Classe (Jean Colin, 75 rue Saint Antoine, Paris 75004)

(2) Les salaires anglais sont en général payés à la semaine.

(3) La phrase anglaise est écrite dans le style archaïque utilisé dans la Bible.

(4) Nous citons le document italien d'après la version anglaise. Le mot anglais support que nous rendons ici par soutenir (ou soutien) contient aussi l'idée d'entretenir, de nourrir, etc., sens que l'on retrouve un peu dans l'expression française: soutien de famille.

(5) En anglais work-in strikes. On désigne ainsi ces grèves où le personnel fait marcher l'usine en l'absence de la direction et même de la maîtrise. Le plus souvent il s'agit de démontrer au patron que l'entreprise qu'il veut fermer est rentable! On trouvera une étude d'une de ces grèves, celle des chantiers navals de la Clyde, dans le N°11 vol 6 de Solidarity, traduite dans ICO N° 112-113 (dec.71-jan.72).

(6) Claimants Union (mot à mot: union de ceux qui revendiquent). Ce mouvement anglais regroupe, à l'origine, des personnes dont la subsistance dépend de la sécurité sociale: chômeurs, jeunes sortant de l'école, malades, etc. La sécurité sociale anglaise, singulièrement plus "généreuse" que son homologue française, offre de plus grandes possibilités, dans le maquis de ses règlements, pour réclamer certains avantages (d'où le nom du mouvement)

La Claimants Union a joué un rôle important pour montrer aux "ayants droit" comment arracher le maximum de la Sécurité Sociale au lieu de revendiquer la création d'emplois. Il y a environ un an le Claimants Union a mis en avant la revendication d'un revenu annuel garanti pour tous, que l'on travaille ou non. Il est bon de noter ici que le gouvernement conservateur anglais, avec son réalisme bien connu, a, lui aussi, examiné ce type de possibilité. On se reportera au journal Le Monde du 17/10/1972 pour avoir plus de détails sur un projet de loi que le gouvernement envisageait de soumettre aux Communes. Du même coup on pourra savourer l'effroi avec lequel la bourgeoisie française envisage de voir des gens payés à ne rien faire! (Ce qui était pourtant déjà le cas dans la Rome antique dont la culture française nous rebat les oreilles.) Il y a peu ou pas d'études en français sur la Claimants Union. Signalons toutefois la publication par Matériaux pour l'Intervention d'un texte qui a circulé au sein de la Claimants Union sur le problème du revenu annuel garanti.

(7) La version française publiée par Matériaux pour l'Intervention ajoute ici le paragraphe suivant:

Deuxièmement, la grève des mineurs nous a montré qu'au moment des conflits entre les ouvriers et l'Etat, ce sens des possibilités dont nous parlions plus haut s'est exprimé lui-même dans des actions autonomes entreprises par les femmes, les ménagères, quand les hommes en grève ont besoin de leur aide et quand les femmes, remuées par les événements et ayant gagné, du fruit de la lutte, un pouvoir momentané, peuvent intervenir pour leurs propres intérêts.

REFLEXIONS DU GROUPE DE PARIS

Si le texte de Selma James nous a paru intéressant, c'est parce qu'il est une tentative pour replacer la lutte des femmes dans un cadre général sans lui ôter sa spécificité, une tentative pour échapper à deux écueils: d'une part le schéma politique traditionnel qui consiste à réduire les luttes à leur seul dénominateur commun, d'autre part le sectarisme des minorités qui s'accrochent à ce qui les différencie d'autres minorités en lutte par peur de perdre leur identité.

Cet état d'esprit n'est pas entièrement nouveau mais il est récent. Dans une société qui non seulement isole l'individu, mais tente en plus de tronçonner sa vie en fractions distinctes et indépendantes - travail-loisir, activités professionnelles-activités politiques-vie quotidienne, etc. - on constate l'existence d'un besoin de retrouver cette intégrité menacée: on ne se contente plus d'améliorations de détail, on prétend - même au PC - "changer la vie".

Soit dit en passant, cette évolution n'est pas indépendante de celle du Capital lui-même qui, en devenant de plus en plus universel et de plus en plus totalitaire, étend son emprise sur des portions de l'existence humaine qui, jusqu'ici, paraissaient lui échapper - au moins en partie.

Ce qui préoccupe Selma James, a juste titre, c'est la récupération immédiate du mouvement des femmes. Elle voit cette récupération sous deux aspects: la récupération par la promotion sociale des femmes de la classe moyenne, plus ou moins diplômées, qui composent la fraction numériquement la plus importante du mouvement, d'une part; la récupération par le biais de la syndicalisation des ouvrières et des militantes les plus politisées, d'autre part.

L'intégration sociale par le biais syndical qui est l'objet d'une importante partie du texte, est un thème suffisamment familier au lecteur d'I.C.O. pour qu'on ne s'y arrête pas, même si

la démonstration de Selma inclut un éloge inattendu de Lénine et du Que faire, et même si on subodore, ça et là, l'idée criticable de "trahison" syndicale. On appréciera en revanche cette définition la pidaine de la classe ouvrière selon les syndicats: travailleurs mâles, blancs et âgés de plus de trente ans. Définition qui correspond à une pratique réelle et qui explique pourquoi en France, après 68, la G.P. a pu se faire une clientèle parmi les travailleurs immigrés, demeures jusque là syndicalement "vierges". La C.F.D.T. s'est chargée depuis de recueillir le tir.

Cette définition de la classe ouvrière n'est pas l'apanage des seuls syndicats: elle sous-tend également l'analyse politique et la pratique de bien des groupes politiques. S'il est vrai que la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes, associés libres et égaux, est la condition même de la destruction du système capitaliste qui se trouve, là, touché au coeur, le processus qui conduira à cette étape ultime demanderait tout de même à être réexaminé de plus près, à une époque où la classe productrice (au sens de la valeur) représente une minorité de la population active, minorité qui semble s'amenuiser dans le temps et dont une fraction importante est composée de "marginiaux": immigrés, noirs, paysans chassés par la misère, etc. Il ne suffit pas pour essayer de prendre en considération les mouvements, disons parallèles, de reconnaître du bout des lèvres que la transformation de la société implique un changement de mentalité et que tout ce qui favorise cette prise de conscience est positif.

Que propose donc Selma pour éviter que le mouvement des femmes ne se fasse récupérer? Bien évidemment, selon la formulation aujourd'hui en usage, de lutter de manière autonome sur des revendications propres, spécifiques aux femmes.

La première de ces revendications concerne évidemment les femmes salariées qui doivent exiger l'égalité des salaires entre hommes et femmes, mais cette revendication ne doit être qu'une étape vers l'égalisation des salaires en général (et cette précision nous paraît importante).

De plus l'exercice d'un travail salarié n'apparaît pas à Selma comme une étape ou un progrès vers la libération de la femme: elle souligne le caractère plus abrutissant qu'enrichissant de la plupart des métiers dits féminins qui, s'ajoutant au travail domestique toujours présent, ne favorisent ni l'épanouissement de la femme ni même le développement de sa combativité. Alors, comment lutter lorsqu'on est isolée dans sa cuisine et comment se sentir libre lorsqu'on n'a pas l'ombre d'une indépendance financière?

À cela Selma répond que la lutte sur le lieu de travail propre à toutes les femmes est possible. Elle propose de socialiser le travail domestique, la garde des enfants, des malades, des vieillards qui ne doivent pas "être abandonnées à l'Etat" - c'est-à-dire de se répartir toutes ces tâches collectivement - et d'exiger un revenu garanti pour chaque individu, salarié

ou non. Un autre terrain d'action possible est celui de la consommation: c'est la femme qui dépense, elle peut donc agir, par des actions collectives, sur les prix des denrées, des loyers, etc., limitant ainsi les méfaits de l'inflation qui annule les augmentations de salaire.

Selma envisage donc des modes d'action touchant les différents aspects de l'activité sociale des femmes: salariées, mères de famille ou consommatrices. Ainsi présentée la lutte des femmes semble imprégner leur vie tout entière, ce qui a un côté radical et séduisant. On nous prévient quand même que ces revendications restent réformistes et ne transformeront pas radicalement la société.

Pourtant cet aveu reste une simple clause de style si on ne montre pas comment ces différentes actions et revendications sont intégrables par le système. Après sa violente diatribe antisyndicale, on aurait pu espérer de Selma une attitude plus critique à l'égard de ses propres propositions.

Car enfin on a vu des grèves d'achat de ménagères aux Etats-Unis, des unions de consommateurs se sont créées (même en France!) etc. Et, en période de récession, cette réduction volontaire de la consommation ou ce léger contrôle de la qualité des produits est excellent pour assainir le marché capitaliste, comme est bienvenu le refus du travail d'une minorité dans une période de chômage partiel.

En ce qui concerne la famille et sa destruction, il y aurait aussi bien des choses à dire. Aucun révolutionnaire n'a autant contribué à la destruction de la famille que le système capitaliste lui-même. Tout d'abord en détruisant la famille en tant qu'unité de production, il lui a enlevé sa cohésion. Le reste est affaire de situation locale et d'héritage historique - le reste c'est-à-dire les modalités et les formes de cette destruction. Aux Etats-Unis où la mobilité de la main d'oeuvre a été ressentie le plus tôt et vient s'ajouter aux habitudes anglo-saxonnes, dès seize ans les jeunes quittent la famille pour travailler ou étudier. Quand les grands parents travaillent au Texas, les enfants à Chicago et que les petits enfants sont en Californie, le patriarcat a perdu à la fois son rôle d'opresseur et - il ne faut pas l'oublier - son rôle de soutien. En France, pays beaucoup plus centralisé, c'est l'Etat qui a pris en charge une partie importante des tâches jadis dévolues à la famille. Depuis sa naissance, gratuite à l'hôpital, jusqu'à la formation professionnelle et, pour les garçons, au service militaire, en passant par les crèches, l'école, les colonies de vacances et, maintenant, les maisons de la culture, l'enfant passe hors du milieu familial la plus grande partie de son temps et reçoit hors de celui-ci l'essentiel de sa formation qui échappe à ses parents. Et plus encore avec l'apparition des mass media. Et c'est pourquoi lorsque Selma prétend que l'Etat veut des gosses mais que ça ne lui coûte rien, c'est faux: l'investissement social pour la jeunesse est quantitativement important. (L'usage qui est fait de cet investissement est évidemment un autre problème.)

Est-ce à dire que la famille n'existe déjà plus? Non, évidemment. Elle joue encore son rôle, protecteur et oppresseur à la fois, comme il est dit dans l'analyse de Selma. Mais cette famille réduite au couple et aux jeunes enfants représente pour les participants une restriction de leur horizon qui devient insupportable, affectivement et matériellement, à une époque où le Capital tend à élargir la consommation à une échelle nationale, voire internationale. En appelant à la collectivisation du travail domestique et familial - de l'éducation des enfants aux soins des malades et à la prise en charge des vieillards - Selma propose un élargissement de la famille plutôt que son éclatement. On n'a rien contre d'ailleurs a priori: l'homme est un animal social. Cette conception de la communauté, hors des griffes de l'Etat, reflète l'individualisme anglo-saxon et sonne agréablement dans un pays aussi centralisé que la France. Mais cela aussi a déjà été fait: Dans la première moitié du XX^e siècle, des Juifs d'Europe centrale, sincèrement socialistes, ont fondé en Palestine des kibboutzim où beaucoup des idées agitées par Selma étaient appliquées: revenus strictement égaux, décision par la collectivité de la nature et de l'importance des investissements, rotation des tâches pour tous, éducation en commun des enfants qui vivent entre eux, dans un bâtiment séparé, et voient leurs parents une heure ou deux par jour. On ne sache pas que ces communautés aient constitué une gêne quelconque pour le développement capitaliste ultérieur de l'état d'Israël! Celui-ci a fait plus que les tolérer, il les a utilisées. Il y a bien sûr au succès et à l'intégration des kibboutzim un certain nombre d'explications. L'existence d'un milieu extérieur hostile a imposé et assuré au kibboutz sa cohésion et, par la suite, facilité son intégration dans l'état nouveau. La création d'une communauté dans un milieu indifférent ou sceptique comme celui de l'Angleterre de 1973, paraît beaucoup plus difficile car les forces centrifuges inhérentes à toute communauté ont la possibilité de se manifester. Et l'on arrive ainsi à ce dilemme: ou bien la création de telles communautés est ressentie par le milieu extérieur comme une agression intolérable et elles doivent soit disparaître, soit se refermer sur elles-mêmes pour survivre et c'est le ghetto; ou bien elles sont tolérables et tolérées parce qu'elles sont limitées et/ou qu'elles ne remettent véritablement en cause rien de fondamental dans la société. On voit les limites de cette proposition. Il n'en reste pas moins qu'une telle démarche de la part des femmes permettrait un progrès par rapport à leur situation actuelle, matériellement et intellectuellement.

Reste la dernière revendication, celle des "Claimants": revenu individuel garanti à tous (c'est tout de même mieux que de réclamer un salaire pour la mère de famille, ce qu'en France un mouvement comme "Laissez les Vivre" est prêt à appuyer pour limiter les avortements!) Mais, là encore, il faut faire attention. Pour garantir son pouvoir et une certaine "paix sociale", le capitalisme a déjà été amené à payer pas mal de choses en moins d'un siècle: les congés, la sécurité sociale, les allocations familiales, les allocations vieillesse, les allocations de chômage. Jusqu'à présent il ne s'en est pas porté plus mal, car ces concessions arrachées par la lutte se sont transformées en moyens d'intégration voire même en rouages du fonctionnement du système.

Quand la productivité est suffisante (et qu'on dispose pour effectuer le travail indispensable de toute la réserve de main d'oeuvre des pays sous-développés) la plus-value totale peut permettre un "effort supplémentaire" comme celui que réclament les Claimants. La meilleure preuve en est que le gouvernement conservateur a déjà commencé à étudier un tel projet - bien entendu ce pourrait être pour l'enterrer, sûrement pour l'arranger à une sauce acceptable. Mais, enfin, l'idée est dans l'air, à un point tel que le Monde a cru devoir lui consacrer un article un peu aiolé. Là encore la revendication est ambiguë, mais il est certes scandaleux que des gens continuent à crever de faim aujourd'hui dans des pays avancés dont le gapillage à lui seul permettrait la survie d'une population trois fois plus nombreuse.

Ce que nous avons voulu souligner dans ces quelques lignes ce sont les limites "objectives" des actions revendicatives proposées dans le texte, limites que son auteur voit sans doute puisqu'elle reconnaît le caractère réformiste de ses propositions, mais qu'elle n'analyse pas. On sent ici, désagréablement, poindre une espèce de souci tactique, souci de faire l'unanimité au Congrès, et aussi l'envie d'"organiser" cette action "autonome"! On ne se débarasse pas aisément des restes de léninisme.

Ces critiques faites, il faut tout de même souligner à nouveau l'intérêt de cet article, non pas tant pour les thèmes qu'il aborde et qu'il reprend d'un peu partout, mais grâce au souci manifeste qu'a son auteur d'élargir les revendications typiquement féministes. Car, à force d'insister sur l'autonomie des actions par peur de la "récupération", on en vient trop souvent à confondre l'action autonome et la revendication catégorielle. Le souci de l'auteur de distinguer ces deux notions nous semble apparaître clairement dans ce texte alors qu'il échappe totalement, et c'est triste, au groupe de Leicester qui en a tenté la critique.

EDITIONS - CORRESPONDANCE

Le copain qui s'occupait des envois de bouquins des éditions "CHAMP LIBRE" en a ras le bol (fatigue, fric pas toujours récupéré). Comme il n'a malheureusement pas trouvé de remplaçant, ces envois se trouvent suspendus (sine die). Mais les brochures éditées par I.C.O. sont toujours disponibles, notamment " L' IRRATIONNEL EN POLITIQUE" qui vient d'être réédité. Pour tout envoi, écrire à I.C.O. (adresse page 24)

ITALIE

Nous avons reçu d'Italie un petit bulletin appelé:

"CONTRE LA REPRESSION, feuille de lutte militante."

qui fait le point sur les activités des fascistes un peu partout en Italie.

Nous apprenons ainsi qu'à Reggio Calabre, les fascistes sont en train de perdre la fraction d'ouvriers qu'ils avaient recrutés pendant les émeutes de 71-72 : ils sont apparus ouvertement comme des criminels au service des patrons, et significatives à ce sujet ont été les bombes qui ont précédé la conférence sur le " Mezzogiorno ", principalement dirigées contre les ouvriers de certaines usines. De plus, les agressions contre des groupes de militants de gauche ou d'extrême gauche se sont multipliées.

Signalons qu'à Reggio, les fascistes sont financés principalement par trois petits industriels:

- Matacena: armateur des bateaux qui cabotent dans le détroit de Messine
- Mauro: propriétaire de l'usine de café du même nom
- Averna: propriétaire d'une maison de liqueurs du même nom.

Les liens entre la démocratie chrétienne et les fascistes locaux sont maintenant très connus : le comité d'action (fasciste) était appuyé et soutenu par des notables de la D.C., avec le Maire Battaglia en tête.

AUTRE EXEMPLE DE LA PRATIQUE DES FASCISTES :

Giovanni Magliocca est un simple agent de Police à Milan. A la suite de la mort du policier Annarumma il y a quelque temps, lors d'une manifestation, un groupe d'une quinzaine de policiers, mitrailleuse au poing, organisent une sorte de révolte à l'intérieur de leur caserne pour sortir dans la rue et organiser la "chasse aux rouges". Cette révolte de policiers avait été prise à l'époque par certains gauchistes en France comme un événement positif (même les policiers se révoltent!). Notre Magliocca, membre de l'avanguardia nazionale est parmi les quinze. La révolte ayant fait long feu, la caserne ayant été entourée de carabinieri, Magliocca quitte la police. Nous

le retrouvons actuellement ouvrier à la Siemens délégué du syndicat CISNAL, en même temps qu'il est membre du groupe "lotta di popolo"(fasciste)

Ainsi dans le même temps où la lutte pour le renouvellement des contrats se déroulait on assistait à une attaque en règle du patronat contre le Mouvement ouvrier: attaque de piquets de grève, inculpation de tout le conseil d'usine pour lutte illégale à la Fiat-Siemens, amputation des salaires, licenciements et arrestation chez Alfa Romeo.

Tout ce travail de répression directe à l'intérieur de l'usine se trouve bien entendu facilité par la présence de fascistes militants à l'intérieur de l'usine, et qui plus est, délégués syndicaux!

Le cas n'est certainement pas isolé, ni même limité à l'Italie: nous avons aussi appris qu'à Flins, pendant la dernière grève, alors qu'un meeting regroupait une centaine d'OS en grève, dont une grande partie d'émigrés, ceux-ci se trouvèrent encerclés par plus de 200 individus armés de barres de fer: l'affrontement n'eut pas lieu. Mais les grévistes durent déguerpir au plus vite. Parmi cette milice, une très grande proportion de travailleurs de l'usine, dont l'un d'entre eux, gardien, est membre d'Ordre Nouveau Est-ce un cas isolé? Nous ne le croyons pas et toutes les informations de ce type seraient intéressantes à regrouper.

Pour revenir à l'Italie: signalons que le I4 Janvier 1973 Angelo della Savia a été arrêté à Brème en Allemagne, puis cinq jours après son frère Ivo à Wiesbaden. La Police italienne a demandé l'extradition.

Angelo della Savia, condamné à 8 années de prison pour une série d'attentats, dont celui de la Foire de Milan en 1969, qui sont maintenant attribués avec certitude au groupe fasciste de Freda et Venturi, fut libéré après deux ans. Il fut l'objet d'une attention particulière de la part de certains tueurs: son frère Mario fut assassiné à sa place.

Ivo della Savia fut inculpé avec Valpreda et les autres pour les bombes de la Banque de l'Agriculture. Nous savons tous maintenant ce qu'il en était réellement.

Nous publierons dans le prochain numéro une chronique de la répression en Italie à la suite des luttes dans les entreprises et qui couvrira la période de mai 72 à mars 73.

HONGRIE

"L'hebdomadaire hongrois de politique étrangère Magyarorszag, qui se distingue par ses analyses objectives des événements de l'Ouest, dans un article publié le 4 mai, et citant le Times de Londres, insiste sur le fait que le "monde a besoin d'un président des Etats-Unis assez fort et efficace pour négocier tant avec l'Est qu'avec l'Ouest de l'Europe. Or Monsieur Nixon, malgré l'affaire du Watergate, est un tel homme. On ne peut séparer sa personne du processus grandiose qu'il a engagé pour l'établissement de relations pacifiques avec l'Est, et toutes ces questions sont plus importantes que l'affaire du Watergate."

"Les autres pays d'Europe de l'Est qui, tous, s'efforcent de mettre à profit la détente pour normaliser leurs rapports avec les Etats-Unis, évitent tout geste ou parole qui pourraient porter préjudice à la nouvelle coopération" ("LE MONDE", mai 73)

L' AVANT-GOÛT DES TRIBUNAUX POPULAIRES

ou " après des siècles d'asservissement, les gens ont appris à se donner des coups de pied au cul eux-mêmes " ;

Si, pour continuer à travailler et poursuivre une action entreprise à Mons depuis 3 ans, j'ai du accepter de me rendre en "Formation d'adaptation", aujourd'hui à la veille d'un stage de 3 semaines, je ne peux plus longtemps tolérer une telle situation:

Parceque je n'ai jamais envisagé de devenir un "éducateur", diplômé ou non. Tout ce que j'ai pu faire sur mon lieu de travail, c'est d'essayer de donner aux enfants le maximum de moyens pour qu'on les laisse se prendre en charge eux-mêmes.

Je REFUSE le rôle d'intermédiaire-aussi charitable et astucieux qu'il soit -entre la société qui rejette, et des enfants à jamais enfermés dans des IMP des CAT, des hopitaux psychiatriques, etc.
Actuellement il s'agit de combattre des patrons, des psychiatres, des spécialistes en tout genre, et non de leur rendre le service d'accepter une formation qui nous lie à eux et nous conditionne en fonction de leurs idées et de leurs intérêts. (Je n'ai accepté pendant 2 ans ce genre de déplacement que pour éviter d'être jeté par des patrons à l'affût de tels alibis.)

Le 8 Mars 1973, j'ai été convoqué devant une sorte de tribunal chargé de vérifier si je faisais encore l'affaire dans ce grand cirque de la formation.

POURQUOI?

-obligé donc de suivre cette formation, je n'ai jamais admis les débats théoriques destinés à nous forger une bonne conscience de "spécialistes".

-mis en demeure d'atteindre un certain niveau de connaissances,

JE REFUSE tout projet pédagogique m'obligeant à me reconnaître comme éducateur fier de son travail et par la même de son pouvoir.

JE REFUSE les armes de la psychologie et de la sociologie pour juger classer, et maintenir des individus dans leur situation d'inadaptés.

PARCEQUE je ne reconnais à personne le droit d'envisager l'avenir d'individus qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer autrement qu'à travers nos interprétations arbitraires.

cette commission d'évaluation est principalement formée de "collègues" spécialisés, collaborateurs conscients ou non de la classe dominante, aptes à maintenir les jeunes dans leurs ghettos, soumis à tous ceux qui exploitent les jeunes s'inadaptés, bien à l'aise dans leur rôle au tribunal des jeunes éducateurs.

et ils vont jusqu'à maintenir des structures que même l'UNAPEI, association plutôt réactionnaire, croit devoir dénoncer publiquement :

"Les journées nationales de l'U. N. A. P. E. I.

LE PREMIER GHETTO, C'EST LA SOCIÉTÉ QUI REFUSE LES INADAPTÉS"

(La dépêche du 23 Octobre 1972)

Quant à moi je refuse de jouer ce jeu; j'ai fait un choix comme beaucoup d'autres à Mons et ailleurs:

Tous, NOUS REFUSONS DE CAUTIONNER LES CENTRES D'ENFANTS

L'ADAPTATION FORCÉE AUX RÈGLES D'UNE SOCIÉTÉ DONT NOUS CONTESTONS LE FONCTIONNEMENT, LES PRINCIPES ET LA MORALE.

Nous dénonçons également les idées d'"avant-garde" qui maintiennent les centres mais sous une couleur "révolutionnaire" tels que peuvent les présenter

Ressigeac, Sourthoumieux et autres Trinchéro.

Si toutefois-qui voudrait encore y croire-avec nos positions qui passent par la prise de conscience des enfants pour la destruction des centres et pour le choix des moyens dont ils voudront ensuite disposer,

alors, je veux bien que vous veniez sur place, à Mons, avec les jeunes du groupe qui m'est affecté, et nous verrons quel travail a été effectué et ce qui peut être mis en place pour atteindre au plus vite les objectifs définis ci-dessus. C'est la seule démarche que j'accepte et que nous acceptons. . . .

BELGIQUE

GREVE DES DOCKERS

Une fois n'est pas coutume : les journaux bourgeois ont raison lorsqu'ils écrivent que "le port de Gand est paralysé par des militants du Parti Communiste". Une équipe du PC est présente au port de Gand. Il n'y a pas longtemps qu'ils ont adhéré au Parti ; ils sont encore combattifs et ne subissent pas encore le joug de la ligne du Parti : ils sont prêts à passer à l'action pour soutenir leurs revendications. Peut-être avaient-ils à l'esprit que "leur" Parti allait les appuyer, mais cela s'avéra être une méconnaissance comme il apparut surtout à Anvers.

Le vendredi 6 mars, le port de Gand était bloqué, de manière spontanée et non reconnue par les organisations syndicales. La grève fit voler en éclats la convention collective qui devait échoir en mai 1974. Lutte contre l'érosion monétaire et du coût de la vie.

Leurs principales revendications sont les suivantes :

- un 13ème mois ;
- 100 F (belges) d'augmentation par déchargement ;
- 50 F (belges) d'augmentation sur l'allocation de chômage ;
- un plus important remboursement des frais de déplacement...etc...

Le samedi 7 avril, l'"intersyndicale" faisait la déclaration "l'accord en cours doit être respecté", depuis elle n'a pas changé d'attitude.

Quelques dockers du "Arbeidersmacht Antwerpse Haven" (Pouvoir des Travailleurs du Port d'Anvers), prirent contact samedi avec les grévistes de Gand. Du côté du PC, cette initiative fut considérée avec beaucoup de méfiance sinon avec répulsion. En fait, les grévistes furent immédiatement d'accord pour se rendre le lundi suivant à Anvers pour informer leurs camarades d'Anvers.

ANVERS, LUNDI 9 AVRIL

Une forte délégation du port de Gand s'adressa aux dockers d'Anvers. Pendant la journée, on commence à voir surgir des signes de révolte chez les dockers, mais l'incertitude règne, si bien qu'il faudra attendre le lendemain pour acquérir la certitude que les dockers du Kot se mettraient en grève. Plus tard, l'un des dockers racontait : "lors du changement d'équipe de midi, des militants-dockers de Gand surtout, ainsi que quelques-uns d'Anvers, prirent à nouveau la parole, mais les tâches furent encore distribuées. Cela dura jusqu'à ce que quelqu'un lance un appel pressant du haut du "pont" : pendant quelques secondes, les dockers furent comme sidérés et tout de suite après, ce fut l'arrêt total. On en acquit la conviction en quelques secondes. Les billets d'embauche furent jetés à terre. La grève était acceptée". Quelques centaines de dockers manifestèrent devant le siège du Syndicat Belge des Transports (S.B.T.) au Marché aux chevaux.

Pendant quelques temps, les rues furent bloquées. L'un des premiers gestes des bureaucraties syndicales fut d'abaisser les volets du rez-de chaussée du local syndical. Jusqu'à présent, ils n'ont plus été à la hauteur de la situation. Ces derniers jours un nombre croissant de dockers veut brûler ses livrets syndicaux. Chez les dockers surtout, la haine de ces bonzes corrompus et criminels est très grande. Il suffit de se rappeler que Major fut pendant des années leur "leader". Plus loin différentes équipes parcouraient les quais pour faire stopper le déchargement des navires : ce fut un réel succès.

Le lendemain, ils continuèrent leur action, ce qui était difficile dans un port aussi vaste qu'Anvers. Une nombreuse équipe était nécessaire pour vérifier à chaque cargaison si le travail continuait. Mercredi, le travail de la police débuta aussi : noter, arrêter, faire évacuer les quais...etc.

La veille il était encore question de la part d'un délégué syndical, de mettre les dockers au chômage. Il y voyait la possibilité d'empêcher les dockers de se rencontrer sur les lieux de travail et ainsi, d'enrayer rapidement l'action.

LE PARTI COMMUNISTE

Il a dès le début tenté de limiter la grève à une grève d'avertissement de 24 heures. Les nouveaux militants du PC, de Gand surtout, se révoltèrent contre cette politique et cela alla si loin que les permanents du PC furent contraint de se taire à la Boîte. A ce moment de sérieuses complications se firent jour entre les nouveaux militants du PC et "leurs leaders". Quand leur tentative de grève de 24 heures eut échoué, le PC essaya une autre méthode. A plusieurs reprises, il avait déjà été question de la constitution d'un comité de grève. Le PC a repris ce mot d'ordre et le Mercredi, au local du PC, un comité fut constitué où le Parti était majoritaire. Ce comité compte 20 personnes, et selon le PC, il ne peut pas être élargi. Comment cela ce peut-il qu'un comité de 20 personnes sur 12000 dockers, puisse avoir une représentativité ! Comment ces 20 hommes organiseront-ils le contrôle sur les quais, dirigeront-ils une assemblée, une manifestation, etc... Comment pourront-ils lutter contre une répression très sérieuse qui s'annonce, pour la défense des intérêts du port ?

C'est clair ! Il ne peut y avoir d'élargissement du comité, faute de quoi le PC en garderait le contrôle.

Dans quelques jours, un tel comité sera transféré aux secrétaires syndicaux et la lutte sera perdue.

" ARBEIDERSMAGHT ANTWERPSE HAVEN "

Ce comité de base est très actif au port depuis deux ans et travaille également au "Grootarbeiders Komitee". Dans leurs tracts ils expliquent ce qu'ils sont et qui ils sont "Arbeidersmacht" est un groupe composé de dockers, d'autres travailleurs et d'étudiants. - dans notre groupe, les dockers, les travailleurs et les étudiants sont sur un même pied d'égalité. Nous n'avons pas de chefs, pas de direction et pas de secrétaires, pas de privilégiés.

Ce qu'ils veulent obtenir aux docks :

- 1° Que les dockers redeviennent conscient de leur propre force. Pour cela, ils devront écarter tous les intérêts de groupe, de syndicats ou de Parti et construiront leur propre comité ouvrier.
- 2° Que ce comité ouvrier se compose des porte-paroles des dockers.
- 3° Que ces porte-paroles ne soient que des traducteurs de la volonté des dockers et qu'en aucun cas ne puissent remplacer les dockers eux-mêmes.
- 4° Qu'ils aient un but : défendre les intérêts des dockers et de toute la classe ouvrière.

Cet article, envoyé par un copain belge (sans référence sur son origine) remonte à plusieurs semaines; sur toute la deuxième partie, puis sur la fin de la grève, nous n'avons d'autres informations que la lecture de journaux bourgeois ("La Libre Belgique", "Le Monde") ou trotskiste ("La Gauche", pendant belge de "Rouge"). Il nous semble intéressant de souligner certaines conditions et certains aspects de cette lutte: en ce qui concerne les conditions économiques, - rentabilisation des ports, rationalisation du trafic - on peut les comparer avec les conditions de la grève des dockers anglais (voir I.C.O. n° 119).

La lutte des dockers s'inscrit dans les transformations qui ont lieu dans les ports d'Anvers et de Gand et, d'une façon plus générale, dans l'ensemble des ports des pays capitalistes avancés, ceci entraînant une diminution des effectifs et le chômage.

Dans le port d'Anvers, les transformations qui s'opèrent se présentent sous trois formes distinctes:

- 1) Comme dans tous les ports modernes, il y a généralisation de l'emploi de containers et d'investissements portuaires massifs, qui permettent une productivité du travail fortement accrue et une diminution de la main-d'oeuvre, malgré un trafic croissant.
- 2) Transformation au niveau du mode d'embauche et de rémunération - cf. texte cité plus loin.
- 3) Les installations portuaires appartenaient encore récemment à la commune d'Anvers; la gestion du port était donc assurée par la bourgeoisie locale associée au Parti Socialiste et aux syndicats. Cela explique que, depuis 1945, la plupart des mouvements des dockers furent des grèves sauvages (sur 180 jours de grève - outre ces deux semaines - seulement trente furent reconquis par la direction syndicale). Les dockers sont syndiqués à 80%.

La gestion du port passe aux mains des grands trusts belges, qui s'associent toujours les syndicats (type allemand). Seuls ces trusts ont les capacités de financement que nécessitent ces investissements.

Mais la modernisation du port est déjà très avancée, ce qui a entraîné une profonde division entre les dockers:

(extrait du n° 23 de "La Gauche")

GAND, ANVERS, MARDI 10 AVRIL.

Les dockers gantois viennent renforcer l'organisation des piquets. Ils parcourent le port pour appeler les dockers encore au travail à rejoindre la grève. La tentative ne réussit pas entièrement. Au cours des années, avec l'accord tacite des dirigeants syndicaux, le système d'embauche a été complètement violé. Au lieu de l'embauche quotidienne, des dizaines d'entreprises portuaires appliquent une certaine forme d'embauche fixe: ils savent qu'ils

doivent disposer d'un nombre à peu près permanent de travailleurs et ils s'entendent avec eux pour une embauche à long terme. C'est seulement lorsqu'ils n'ont plus de travail régulier que les dockers se présentent à l'embauche. Il s'ensuit que 4.000 à 5.000 dockers seulement sur les 12.000 se présentent régulièrement au local d'embauche. Les autres sont isolés dans de petites équipes et se rendent peu compte des problèmes des dockers "ordinaires". De cette situation -illégale en fait- découle qu'il est très difficile de paralyser le port. En mobilisant plus tard d'autres travailleurs, et plus tard des militaires, et au moyen de beaucoup d'heures supplémentaires (2 équipes par jour), une partie du travail normal peut être exécuté. Tous les moyens sont bons pour briser la grève.

Grâce à ces méthodes et à cette division le trafic sera en grande partie assuré, ce qui permettra au patronat de ne faire aucune concession après huit semaines de grève.

La dernière tentative d'un millier de dockers, refusant de se présenter à l'embauche et s'inscrivant au chômage est facilement déjouée par le patronat qui, par l'intermédiaire de l'office national de l'emploi, refuse de leur accorder la moindre allocation de chômage.

Appel est lancé aux copains belges et hollandais afin de rectifier et compléter ces quelques informations.

Une grève

EVERITUBE / usine de Dammarie-les-Lys (près de Melun)

Ces informations ont été recueillies principalement auprès d'un ouvrier que j'ai connu lorsque je travaillais dans cette usine (trois mois).

L'usine fabrique des plaques de fibrociment. La fabrication de tuyaux fibrociment a été arrêtée il y a un mois pour être transférée dans une autre usine.

La C.G.T. a une forte emprise, aux dernières élections tous les délégués élus sont de la C.G.T.

Mardi 8 mai 1973

Réunion syndicale d'une heure pendant le travail (une réunion pour chacune des équipes). C'est la première fois qu'une telle réunion a lieu. Avant, elles ne duraient qu'une demi-heure et elles avaient lieu après le travail; aussi beaucoup d'ouvriers ne venaient pas.

Les délégués font le bilan de chez Renault et Peugeot. Devant l'"échec" de ces mouvements, ils estiment qu'il n'est pas opportun de lancer des actions en ce moment. Ils annoncent que tous les ouvriers ont une prime de 60 francs pour les vacances, et le changement de catégorie (de IV A à IV B) des chauffeurs du char-

gement.

les catégories correspondent:	
II	à 5,28 F de l'heure
III A	5,91
III B	6,08
III C	6,25
IV A	6,53
IV B	6,84
IV C	7,15
V	7,46

Jeudi 10 mai - 5 heures

L'équipe de fabrication du béton se met en grève. Ils demandent une révision de leur prime.

La production est arrêtée.

Vendredi 11 mai

Les chauffeurs de la fabrication refusent de prendre les chariots, c'est à dire qu'au lieu de transporter 8 palettes (4 par chariot plus une sur les fourches) ils n'en transportaient plus qu'une.

Ils réclament la même classification (IV B) que les caristes du chargement.

Lundi 14 mai

Les caristes refusent de prendre les "Fennwick".

Les ouvriers sont employés à balayer les ateliers, nettoyer les machines. Les délégués passent dans les ateliers pour informer les gars que la direction a prévu une réunion pour le mardi 22 -mais elle veut que le travail reprenne.

Si les caristes obtiennent 4 B, les chefs de machine qui sont à 4 C réclament l'échelon 5.

La C.G.T. publie ce tract:

"INFORMATION

USINE BETON - En grève depuis le 10 mai pour faire aboutir les revendications suivantes:

1°) majoration de 20% des primes de fabrication et de chargement.

2°) reclassification des chefs de machines et conducteurs d'engins.

CONDUCTEURS D'ENGINS - En grève depuis le 14 mai pour obtenir leur classification en 4 B.

REVENDEICATIONS COMMUNES - 1/2 mois de prime de vacances - 1 mois de date à date pour tous avec les mêmes avantages que les mensuels - majoration des heures de nuit portée à 30%.

L'ensemble des travailleurs manifeste son mécontentement: BASSENS, ANDANCETTE, DESCARTES ont déjà fait mouvement ET RECOMMENCENT ENSEMBLE MERCREDI PROCHAIN. POISSY est en grève illimitée depuis le 9 mai au matin.

La Direction nous offre des négociations pour le Mardi 22 mai, mais souhaite la reprise du travail TRAVAILLEURS nous pensons que nous devons continuer tous au coude à coude l'action engagée jusqu'à satisfaction.

A VOUS DE JUJER ET DE NOUS EPAULER DANS LES NEGOCIATIONS QUI VONT SUIVRE."

Mardi 15 mai

La direction affiche une note annonçant la mise en chômage technique des ouvriers, sauf les magasiniers, la cour (manoeuvres), les employés de bureaux.

Mercredi 16

Le chômage technique est effectif.

Vendredi 18

La C.G.T. distribue ce tract, appelant à la grève le personnel qui travaille encore

" EVERITUBE - FINI DE RIRE - L'attitude négative adoptée par la Direction contraint les travailleurs à accentuer leur action pour montrer qu'ils ne sont pas décidés à se laisser mener en bateau.

En conséquence, les services encore au travail (bureaux, ateliers, cour, etc...) sont invités à se joindre à nous pour défendre les revendications suivantes:

- 1) prime de vacances portée à 1/2 mois
- 2) vacances égales pour tous sur la base des mensuels
- 3) classification des chauffeurs d'engins et chefs de machine
- 4) révision des primes béton
- 5) ancienneté calculée sur le salaire réel pour les mensuels
- 6) paiement des heures perdues du fait du lock-out patronal.

A COMPTER DU LUNDI 21 AU MATIN, L'USINE DOIT ETRE DESERTE NOUS COMPTONS SUR TOUS LES TRAVAILLEURS."

Samedi 19

Il avait été prévu ce jour là un match de football entre les 4 usines Everite. Ce tournoi a lieu tous les ans, et cette année il se passait à Dammarie.

Tous les directeurs étaient là; tout s'est déroulé normalement. Après, directeurs et délégués sont partis déjeuner.

Lundi 21

Les magasins et le service d'entretien suivent le mot d'ordre de la C.G.T. et se mettent en grève.

Mardi 22

La réunion inter-usines a lieu comme prévu à Neuilly-sur-Seine. En voici le compte-rendu qui était affiché dès le lendemain à l'usine:

" 1) Classification des caristes et conducteurs machines: une analyse de poste va être faite rapidement suivie d'une appréciation effectuée paritairement par référence.

Classification nouvelle des caristes de chargement qui avaient une "prime de responsabilité". Si les résultats sont favorables, l'effet sera rétroactif à partir du 1r mai 1973.

" 2) La prime forfaitaire de vacances est portée de 60 à 100 F - à 120 en 1974.

" 3) Tout ouvrier ayant un an de présence au 1r juin aura un jour de congé payé en supplément. En 1974 il aura un jour de plus.

" 4) Abaissement de l'age de la retraite ramené au 1-07-73 (cette mesure était prévue pour le 1-01-74).

" 5) Compensation réduction d'horaire: principe admis - une heure majorée en 1974 - une heure de plus en 75.

" 6) Prime d'ancienneté - d'ici au 1-07-73, une augmentation de la valeur du point servant de base de calcul de la prime d'ancienneté sera réalisée."

Le patron n' a rien accordé de plus que ce qu'il avait prévu de longue date; pratiquement rien en ce qui concerne les revendications actuelles.

Mercredi 23 mai

Un vote, à bulletin secret, est organisé à la cantine jusqu'à 17 h 30. Les portes de l'usine sont fermées. Le commissaire de police vient le constater. Pas d'autre flic.

Tract-bulletin de vote de la C.G.T. :

" EVERITUBE - Dans l'attente d'une prise de position du personnel en grève, la porte de l'établissement a été provisoirement fermée. Pour que chacun puisse donner son avis, nous vous demandons de VOUS DETERMINER A BULLETIN SECRET, SERVICE PAR SERVICE, POUR LA CONTINUATION DU MOUVEMENT OU LA REPRISE DU TRAVAIL. Si la majorité des conducteurs d'engins et de Services Béton principalement concernés prennent

position pour continuer l'action engagée, les services Entretien et Cours appelés en soutien à compter de lundi dernier seront libres de continuer ou d'interrompre leur participation au mouvement.

Le personnel mis en chômage technique par la Direction reste en dehors du mouvement et à la disposition patronale pour une reprise éventuelle.

Prière de remettre aux délégués la partie détachable ci-dessous en spécifiant pour ou contre la poursuite de l'action."

(le bas du tract est, en effet, en forme de bulletin de vote)

Jeudi 24 mai

Le vote se poursuit de 7h30 à 9h. Le dépouillement se fait immédiatement après.

Résultat:

	BETON	CONDUCTEURS	ENTRETIEN, COUR
inscrits	97	43	80
votants	54	29	67
pour la/ grève	28	25	40
contre	23	4	26
nuls	3	-	1

Beaucoup d'ouvriers habitent loin de l'usine (ils viennent par car). Après le travail, ils " font le jardin des parisiens ". Pendant la grève ils en profitent pour faire ce deuxième travail; c'est pourquoi beaucoup d'entre eux ne se sont pas dérangés pour voter.

Mardi 29

Réunion syndicat-patron.

- 0,25F reportés de la prime sur le salaire horaire (les syndicats réclamaient 1f mais comme les ouvriers qui touchent le moins ont une prime qui tourne autour de 0,90F...).

- le "Béton": 14% d'augmentation de la prime, sauf le chargement qui reste à voir.

- la direction avance royalement 420f...remboursables en 7 mois.

Mercredi 30

L'équipe des chauffeurs à cinq heures du matin vote la reprise du travail, 23 présents, 15 pour la reprise, 8 contre; et, sur ce, la grève était terminée.

TRACT

Nous avons reçu ce tract, intitulé: "RENDRE LA HONTE PLUS HONTEUSE EN LA LIVRANT A LA PUBLICITE" qui explique comment un patron moderne sait utiliser au sens large la notion de représentation du personnel pour s'assurer une exploitation tranquille. DELPIRE est le patron de la boîte qui porte son nom (Delpire-Advico) et qui vient de "s'agrandir" dans des locaux somptueux à "Super-Montparnasse", tout en conservant en annexe ceux qu'il occupait précédemment Rue d'Enfer. Il s'agit d'une entreprise qui, ne faisant plus, semble-t-il, son beurre dans l'édition de luxe, s'est reconvertie dans la publicité.

QU'EST-CE-QUE LE "COMITE DU PERSONNEL"OU LA DUPERIE DELPIRE

Une entreprise de plus de 50 employés a légalement droit à une représentation type comité d'entreprise.

Une minorité propage l'idée que de former un comité d'entreprise serait faire un affront à

Delpire qui serait un bon patron.

Le compromis trouvé fut la mascarade du comité du personnel.

Les candidats de ce comité du personnel, parmi lesquels certains gagnent 2 fois, voire 3 fois plus qu'une employée sténo-dactylo, qui arrive péniblement à 1200 Fr par mois pour un temps de travail 2 à 3 fois plus long, et dont le rôle est aussi important à la marche de l'entreprise, n'ont pas posé, et pour cause, cette différence, et par là même le problème de la représentation.

Les intérêts sont différents, de même les motivations, entre un délégué comme Poiré Alain qui gagne plus de 4000 Fr et les employées simples ou sténo-dactylos, et ce plus particulièrement au Passage d'Enfer, car ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, mais leur existence sociale et sexuelle qui détermine leur conscience.

L'idéologie humaniste des cadres et du pouvoir ne pourra être battue que par cette réalité. De même les conditions de travail parallèlement aux salaires sont énormes; ainsi les horaires et le cadre de travail sont différents entre le Passage et la Tour.

La présence au Passage de supérieurs hiérarchiques étouffants est plus perceptible qu'à la Tour; tel le bienheureux Bouttier, énergumène tourmenté, qui pisse toutes les 5mn et met même pour ce faire parfois 25 secondes.

Si Bouttier emmerde tout le monde, ce n'est pas dû au hasard, mais au fait que Delpire s'est débarassé sur lui de ce boulot de flic! Bouttier est bel et bien le représentant de Delpire au Passage et ce bien plus que Fliche, directeur financier dont le salaire avoisine 2 briques (par les petits suppléments qui arrondissent bien les fins de mois) et qui est un véritable gangster légal. Bouttier et Fliche ne foutent rien ou presque, imaginez que ce qu'ils gagnent soit réparti également entre les employées du Passage! L'exemple est valable avec d'autres têtes, Musnier par exemple, pour la Tour.

A qui profite donc ce "comité du personnel" si ce n'est à Delpire et à son état-major, car l'entreprise sera mieux gérée par les soi-disant représentants et délégués de ce comité fantoche dont les intérêts sont convergents de ceux de Delpire et Cie...

Le comité d'entreprise ou du personnel n'est qu'un organe de collaboration de classe, car même en supposant que les délégués aient les mêmes intérêts que les employés qui les ont mandatés, (mêmes boulots, mêmes salaires) les revendications portées ne peuvent aboutir, car c'est au patron et en l'occurrence Delpire, qu'appartient la décision finale.

Donc un comité du personnel ne peut en aucun cas être satisfaisant, pas plus qu'une proposition telle que celle d'Angèle Arditi qui avance: assemblée générale consultative de tout le personnel, élaborant les revendications, élisant des délégués révocables à tout moment par ladite assemblée, qui iraient exposer les revendications à Delpire qui déciderait si oui ou non il peut les satisfaire. Cette stratégie ayant l'apparence de démocratie directe, mais en réalité vidée de son contenu, ne remet pas en question le pouvoir du patron et se soumet entièrement à sa décision. Attention à la mystification, soyons vigilants! , alors que pour nous une assemblée de ce genre serait exécutive et imposerait, par la grève, au patron les revendications collectives et à plus long terme le supprimerait en tant que tel, et serait du même coup le seul et unique pouvoir des travailleurs. On sait de

quel côté tu es, Angèle, tu es démasquée, tu l'as dans le cul, t'aimes ça?
 Nous savons très bien, contrairement à l'opinion soigneusement entretenue par l'état-major de Delpire, qu'une revendication non satisfaite des employés ne serait pas due à l'impossibilité où se trouverait Delpire de la satisfaire.

Où prendrait-il donc l'argent pour financer, par exemple, la cafeteria luxueuse de 20 briques, ou la location des trois étages à la Tour; une brique et demie par mois et par étage, ou l'air est irrespirable.

Le gaspillage forcené en matériel, taxi,...au passage, notons que cela se fait au détriment des coursiers qui se trouvent surchargés de travail et obligés de faire des heures supplémentaires pour des salaires de misère.

Où prendrait-il ce fric? -on se le demande!- dans ses caisses, Delpire a du fric; un exemple récent:

le formidable safari-photo de Delpire d'où il

est revenu plus bronzé et plus séduisant que jamais.

Bravo Delpire patron de gôche.

Pas de dialogue avec les patrons, même au "gôche".

Autonomie organisation des employés et travailleurs dans chaque service. multiplions les comités d'action clandestins qui élaborent des cahiers de revendications avec date d'échéance, envoyés sans contact direct à Delpire et son état-major (Musnier, Fliche...), ainsi qu'à tous les employés pour information. Si les revendications ne sont pas satisfaites à la date d'échéance, déclenchement de l'action (sabotage, grèves diverses, et toute forme de lutte imaginée par les employés devenant les créateurs de leur combat et de leur émancipation. P.S. Texte envoyé au nouvel observateur pour la publicité de Delpire.

COMITE DE LIAISON DES COMITES D'ACTION
 DELPIRE - ADVICO

Paris, le 26 - 3 - 73 à suivre....

PUBLICATIONS en langue française reçues à I.C.O.

- "LE COURPATIER" 84 rasteau b.p. 2 "Le plus malsain des journaux écologiques."
 courpatier paris : r.lestinn 64 rue oberkampf paris 75011
- "LES CAHIERS DE MAI" 4 rue d'aligre 75012 paris N° 40 : les grèves de Renault et Peugeot...
 suppléments hebdo N° 3
- "CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE" luce ottie 21 rue des mathurins 91557 bièvres
 nouvelle série N° 197-198
- "LE PROLETAIRE" b.p. 375 I3211 marseille cedex I "Parti Communiste International" N° 150
 -le conflit Renault.
- "A.P.L. BASSE-NORMANDIE" 38 avenue du six juin I4000 caen
- "-FRONT LIBERTAIRE DES LUTTES DE CLASSE" 33, rue des vignoles paris 10ème N° 28 :
 -Handicapés en lutte.
 -Réfugiés palestiniens
 -Impérialisme français en Mauritanie.
 - dossier N° 44 - sur la lutte des Auxiliaires
 - dossier N° 66 Répression antisyndicale à la Radiotechnique (C.F.D.T.)
- "BULLETIN COMMUNISTE" r.simon b.p. 287 I3605 aix-en-provence février 73
- "USS'M FOLLIK l'hebdomadaire du peuple alsacien." édité par agalsi IO, rue du bouclier 67000
 strasbourg N° 26...
- "SOLIDARITE OUVRIERE" organe de l'alliance syndicaliste 21, rue jean robert paris 18ème
 - N° 25 : l'action des O.S.
- "L'ANARCHO-SYNDICALISTE" guy raynal I2, rue béchade 79 chef-boutonne N° I27...
- "LE MOUVEMENT COMMUNISTE" g. dauvé b.p. 95 94600 choisy-le-roi N° 4...
- "HYPERUTOPIE bulletin politique des révolutionnaires de la vie quotidienne" le planel du bis
 - (communautés) 09 le bosc

HOMOSEXUALITE

La revue RECHERCHES A publié en mars 1973 une sorte de "grande encyclopédie des homosexualités" intitulée "Trois milliards de pervers". C'est un recueil de trente essais regroupés sous les chapitres suivants: arabes et pédés, masturbations, drague, pédophilie, Sazo Mado, pédés et institutions. Cette revue a été saisie sous prétexte d'outrage aux bonnes moeurs dix jours après sa parution.

Rééduqués à Cuba, camarades, étoilés de rose dans l'Allemagne nazie, condamnés par le stalinisme, exclus en tant que tels de la plupart des organisations de "gôche", les pédés sont des parias, évacués sur des lambeaux de territoires, honteux et noctambules.

L'homosexualité militante telle qu'elle s'est constituée ces dernières années a procédé à une sorte de renversement, exhibant ses plaies dans des spectacles décriés. Nous vou-

lons droit de cité, le droit à la lumière et à la reconnaissance. Black is beautiful. Nos voix haut perchées réclament le droit de se mêler à la révolution guerrière, et par la même occasion nous prétendons au rôle d'initiateurs, de profs en sexualité.

"Blonds et bruns éphébes
 "beaux et moins beaux
 "n'écoutez plus les perfides paroles
 "des spectres bourgeois de la morale."
 Manifeste (p I67)

L'homosexualité engluée dans une tradition hédoniste n'est pas une constante dans cet ouvrage. Elle apparaît le plus souvent larguée au coin des phrases, dans les illustrations. Gide le savait bien, il l'avait bien compris. L'orphelinat est insupportable et il faut se trouver une lignée, bien que les amoures

gréco-viriles et les stars-écrivains aient été jetées aux orties. Un texte à cet égard est particulièrement significatif. Il relate l'histoire d'un copain qui s'est fait défoncer le cul en plein désert par un guide qu'il avait idéalisé. "J'avais cru naïvement nouer avec lui une "idylle". Tityre et Corydon version Mille et une Nuits revu par Pierre Loti et Havas voyage" (p 50). Effritement douloureux d'un mythe, celui d'une pédérastie bienheureuse, paradis perdu de pacotille, traversé de part en part par l'Histoire. Les individus sont marqués par leur appartenance à tel ou tel camp. La colonisation n'est pas une réalité qu'on peut noyer dans l'extase. Le désir n'est pas un champ clos coupé des grands mouvements historiques. Cette constatation faite, faut-il penser que les marquages historiques quadrillent les individus dans un réseau indélébile? La guerre d'Algérie, la colonisation, le mouvement de libération de l'école modifient mes rapports amoureux. L'arabe immobile avec son béret crasseux, je ne peux pas l'aimer de la même façon que le rebelle du FLN. "J'apprends à aimer les arabes parce qu'ils se battent flinguent les pieds-noirs et les tueurs de l'armée française, brandissant leurs drapeaux". (p 57) Image noire ou blanche, identification honteuse ou gratifiante. Le rebelle se substitue au colonisé. Mais cela change-t-il mon rapport au désir? Au lieu d'avoir investi un mauvais objet, je suis gravide d'un bon, d'un bon drapeau. Mon sexe est un porte-drapeau emmuré dans mon moi. On remarque alors: "il y aurait dans cette démarche une chance de mettre un grain de sable dans l'appareillage des rôles que si, à l'extrême limite, l'européen criait à l'arabe: "Ta virilité est insolente! je t'adore" et que l'arabe lui réponde: "Ah, tu le reconnais que je suis un beau mâle! Alors, tu peux m'enculer." L'arabe en question échapperait à sa catégorie socio-sexuelle archétypique (p 229). La déconstruction des rôles sexuels passe par la reconnaissance de l'autre comme être constitué homosexuel, tout comme certaines pensent que la déconstruction du rôle féminin traditionnellement passif passe par l'activité des femmes, une activité qui ne peut être conçue que sur un modèle phallique. Un face à face, voilà vers quoi nous tendons, où il y aurait échange d'égal à égal. Je t'injecte un peu de sperme et réciproquement. la liqueur glaireuse devient une monnaie d'échange: la dette-jouissance est comme un trou qui est toujours le manque à payer.

Le directeur de cette publication nous met en garde contre le fait qu'il existe "une folie d'asile infiniment malheureuse ou une homosexualité oedipienne infiniment honteuse et misérable" (p 3). Ce livre est-il porteur d'une rupture libidinale où les catégories et les rôles éclatent? On serait tenté de se tirer de cette question par un non-oui dialectisé. D'une part il renforce les rôles, les fixe dans une carapace érigée de phallus, de l'autre...

N sexes sur mon corps, en grappes, comme les appâts d'une Vénus antique, plus d'homo-, plus d'hétéro-. Et, paradoxalement, dans ce nouveau couple d'opprimés, arabes et pédés, des manèges étranges se combinent. La merde, les pissotières, une bite branlée par une main anonyme, une bite d'ivoire qui sent le savon de Marseille. Cette bite d'ivoire devient peut-être un objet de vitrine, un objet de collection. Mais j'ap-

pelle un briquet, un briquet et non pas un mini-phallus. Le discours du symbolique ne rend pas compte de la géographie contournée des montages sexuels.

"Je vais juter dans ma merde, jouir dans, jouir de ma MERDE. Je vais juter en m'enculant avec ma MEEERDE, jouir en baisant avec ma MEEERDE, en me branlant avec ma MEEERDE..."

"Je regarde ma main, cette main qui tient un ustensile, une pièce, un piston... Elle est pleine,

"pleine de pâte, pleine de glaise, pleine de gouache, pleine de terre, de matière, de MATIERE, MATIERE pure avec des sautes de couleurs" (p IOI)

Le désir brut et étrillé, immédiat comme un courant d'intensité court sur le corps et il n'est pas le résultat d'un arsenal de souvenirs et d'antériorité mais le branchement d'un organe sur un autre. Bouche sein, sein bite, bite vulve, vulve bouche. La ronde des organes Le fétichisme est une religion. Mais Dieu est mort et il ne reste que des affects. Le désir ne connaît pas les personnes.

Comparables aux fous des hopitaux, les travelos sont des avatars fétichisés de la machinerie désirante. Avec leurs porte-jarretelles et leurs souliers à hauts talons, ils sont une parodie dérisoire des désirs conjugalés. C'est la tierce solution, celle de la transversalité. Chercher l'homme, chercher la femme.

Il ne s'agit pas pour nous de faire du travesti un modèle révolutionnaire, mais de constater la coupure qu'il instaure dans la nature naturante. C'est un seuil mortel où l'adhésion aux objets dans leurs différences est si vertigineuse qu'elle menace à tout moment le corps d'éclatement. Seins, bite, croupe, perruque, cheveux en brosse. Et dans ces retraites dérisoirement codées que sont les cabarets, seul le regard des autres, des spectateurs, recolle les morceaux. Dans l'article sur l'"anti-strip tease", Marie-France a ces mots éloquentes: "Tu veux que je finisse à Sainte Anne".

Ceci ne prétend à aucune objectivité. Et on pourrait même aller jusqu'à dire qu'on trouve dans ce texte ce qu'on y apporte : angoisse, désir, phantasme.

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

Correspondance: P. Blachier
13 bis, rue Labois-Rouillon
Paris, 19^{ème}

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : un an, 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
France : 24 F
Etranger : 40 F
par avion : 60 F

Versements : I.C.O., CCP 20 147-54 Paris.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : P. BLACHIER